

TORNATA DEL 28 NOVEMBRE 1848

PRESIDENZA DELL'AVVOCATO DEMARCHI VICE-PRESIDENTE

SOMMARIO. *Interpellanza del deputato Jacquemoud Antonio al ministro dell'interno circa la pubblicazione fattasi di una lista per le elezioni provinciali e divisionali — Istanza del deputato Martinet perchè nella provincia di Aosta le leggi siano pubblicate in francese — Relazione della Commissione sul progetto di legge per provvedimenti di pubblica sicurezza — Sviluppo, discussione e presa in considerazione della proposta del deputato Brunier relativa ai passaporti dei Savoiaardi per la Francia — Sviluppo e discussione della proposta del deputato Pescatore per la progressività del prestito forzato.*

La seduta è aperta alle ore 1 3/4 pomeridiane.

COTTIN, segretario, legge il processo verbale della tornata precedente, che è approvato.

IL PRESIDENTE legge parecchie lettere, per le quali i deputati Blanc e Solari domandano il congedo di un mese, e il deputato Gillet lo domanda per giorni quindici. (Sono accordati)

COTTIN, segretario, dà quindi lettura del sunto delle nuove petizioni indirizzate alla Camera.

N° 526. Michele Francesco Lupo, residente in Pinerolo, rappresenta che in seguito a ferite riportate nella campagna del 1807 come soldato nella vecchia Guardia Imperiale, ebbe congedo coll'annua pensione di lire 225; che questa gli fu nel 1825 non diminuita, come a tanti altri, ma tolta affatto mediante una gratificazione di lire 150.

Ricorre per riavere la pensione di cui era stato provvisto od affinché gli sia provveduto altrimenti.

N° 527. Groz, luogotenente nella guardia nazionale a Duigy, propone alla Camera di rivedere la legge sulla caccia, qualificandola legge da processi, inquisitoriale ed aristocratica.

N° 528. Samuele Treves, di Torino, abitante in Lione, avvertito dal rabbino di quella città esser lui chiamato a far parte della leva militare, rappresenta che a lui, ammogliato e padre, l'adempimento di quel dovere farebbe perdere l'impiego e la sussistenza della famiglia.

Ricorre pertanto acciò sia modificata la legge con dichiarare esenti dalla leva gl'israeliti ammogliati prima dell'emanipazione.

N° 529. Colombetti Filippo e Bellinzona Primo, di Stradella, rappresentano che il commissario straordinario colà recatosi in settembre riconosceva doversi escludere dal quadro della milizia nazionale persone indebitamente compresi, e ridurlo perciò da 599 a 473; che nullameno non fece rinnovare le nomine ai gradi e diede luogo alla formazione del battaglione.

Credendo essi pertanto che le nomine siano state irregolari per la cooperazione di persone estranee, e che per l'insufficienza del numero non debba mantenersi il battaglione, molto dispendioso al comune, domandano provvidenza.

VALERIO. Io chiedo che venga dichiarata d'urgenza la petizione consegnata al N° 526, così come già lo furono le altre che trattano a un dipresso della cosa medesima.

COTTIN. La Camera ha già determinato che tutte le peti-

zioni di tal fatta siano riferite in via d'urgenza; però quando anche niuno ne faccia espressa domanda, esse si trasmettono immediatamente alla Commissione che ne deve riferire.

IL PRESIDENTE. Invito il deputato Ginet a prestare il giuramento, di cui gli leggo la formola (*La legge*).

GINET. Lo giuro. (Gazz. P.)

INTERPELLANZE DEL DEP. JACQUEMOUD ANTONIO AL MINISTRO DELL'INTERNO SULLA PUBBLICAZIONE FATTASI DI UNA LISTA PER LE ELEZIONI PROVINCIALI E DIVISIONALI.

IL PRESIDENTE. Il deputato dottore Jacquemoud ha la parola per una interpellazione al Ministero.

JACQUEMOUD A. Je désirerais adresser une petite interpellation à monsieur le ministre de l'intérieur, relativement à une liste émise par l'administration pour servir à l'élection des conseils provinciaux et divisionnaires. J'espère qu'après avoir entendu mes observations, monsieur le ministre voudra bien me donner des éclaircissements sur les manœuvres gouvernementales que révèle cette liste exhumée du vieux dépôt d'une administration despotique qu'on croyait morte.

Arrêtons-nous d'abord à la première et plus saillante ligne de ce *factum*, aussi curieux qu'édifiant: *État des principaux propriétaires et des personnes les plus notables de la province.*

La propriété foncière, la forte propriété surtout, est établie ici comme un droit naturel aux fonctions publiques. On le voit, il s'agit de la restauration du privilège de la fortune, au détriment du plus grand nombre, au préjudice du petit avoir, au préjudice de l'industrie, du talent et du travail. Quand, sous ce rapport, l'esprit des peuples qui nous entourent avance dans les nouvelles notions du juste et du vrai, nous qui parlons d'émancipation et de civilisation, nous rétrogradons misérablement vers les plus mensongères fictions du passé.

Après la propriété vient la notabilité. Que fallait-il être et comment fallait-il être, hier seulement, pour avoir l'honneur d'être appelé *notable*? Le caprice et le système égoïste de l'absolutisme pourraient seuls nous le dire. Toutefois l'expérience du passé nous éclairera un peu à cet égard. Quelle est

l'origine de ces listes de favoritisme? Ces listes sortaient officiellement ou tacitement du sein des conseils de commune. Les conseils de commune étaient formés, comme chacun sait, d'hommes élus par le régime du bon plaisir. Sur quels motifs? Il n'est pas ici le cas de descendre dans la basse sphère des intrigues de clocher. Or donc, les bonnes gens qui composaient les susdits conseils, commençaient par se nommer eux-mêmes notables, notables entre tous et à tout jamais. On était notable parce qu'on était élu; et on était élu parce qu'on était notable, de la façon dont nous dirons un mot tout à l'heure; cercle un peu vicieux, ce semble, mais, au demeurant, très satisfaisant pour l'amour propre des créatures du vieux pouvoir. Ces personnages *considérables* élevaient ensuite jusqu'à eux les individus de leur coterie, et créaient ainsi à leur tour d'autres notables. La filiation des personnes *importantes* de chaque localité se continuait sur ce pied. Le catalogue de ces hommes *principaux* passait, d'une manière occulte et avec enlente amicale, au bureau de l'administration.

Les intendants de province se succédaient; et les *notables* de l'endroit restaient toujours les mêmes.

On était notable de plusieurs manières: on l'était quand on avait un titre nobiliaire; quand on avait de l'argent avec certaines autres qualités; quand on rendait au pouvoir certains services non avouables; quand on prenait soin de ne pas se *compromettre* en politique; quand on avait l'épine du dos pliable et le genou flexible devant les autorités (*Harità*); quand, à force de fatiguer la sonnette des dicastères ministériels, on était parvenu à quelque emploi; enfin, plus d'une fois et par le fait de circonstances spéciales, on devenait notable parce qu'on était une nullité complète. Et c'est là le régime qu'on veut ressusciter?.....

Au-dessous de la catégorie des hommes notables, il y avait, dans la vieille société, la catégorie des hommes *notés*. Or, on était noté quand on avait son franc parler en politique; quand, restant en dehors du cercle des petites manœuvres administratives, on se renfermait dans l'indépendance et dans l'obscurité d'une vie studieuse; quand on prenait un fonctionnaire du Gouvernement pour un simple mortel; enfin, on était quelquefois noté par cela seul qu'on valait quelque chose. Et l'esprit ministériel tenterait de réchauffer un pareil système politique?.....

L'homme appartenant à la caste nobiliaire était surtout titulaire né de toutes les fonctions publiques. La vraie démocratie ne fait pas ici d'un titre de noblesse une cause d'improbation et de persécution; ce serait remplacer une ancienne iniquité par une nouvelle injustice. Plus de distinctions arbitraires, afin qu'il n'existe plus de ces haines profondes et irréconciliables qui divisent les divers membres de la famille humaine.

Dans notre Parlement, j'aime à le dire, je connais, soit dans les rangs de l'opposition démocratique, soit dans ceux du centre et de la droite, je connais des hommes de l'aristocratie qui, par leur mérite civique incontestable, nous apprennent chaque jour qu'il existe désormais d'autres titres à la considération publique, que les titres de noblesse; des hommes qui, élevant leur intelligence à la hauteur de l'esprit du siècle, sont tout disposés à faire de leur vieux parchemin féodal une peau de reliure pour couvrir leur brevet de représentants du peuple; des hommes qui, par leurs qualités vraiment citoyennes et par la vertu du baptême populaire que la nation leur a donné, cherchent à effacer leur vieux péché originel de noblesse héréditaire (*Harità*).

Malheureusement nous n'en pouvons pas dire de même de la petite gentilhommerie de province. Placée dans une région

inférieure, elle conserve scrupuleusement ses goûts sonderbundistes, et ne voit pas que la vieille tourelle féodale, écimée par le temps, ne projette pas plus d'ombre sur la société que le toit du plus simple des citoyens. On dirait que le Ministère lui a donné de secrètes espérances de reconstruction.

Devant la loi il n'y a plus aujourd'hui que des citoyens, tous également courbés sous le même niveau égalitaire, jouissant tous des mêmes droits et tous également reconnus aptes à remplir les fonctions publiques dans les conditions légales. Devant le tribunal de l'opinion publique il n'y a plus d'autre distinction que celle du mérite, que celle du talent, de la vertu et du dévouement civique.

Il est temps, pour l'édification de M. le ministre de l'intérieur, d'aborder l'examen de la liste qui nous occupe et qui excite de toutes parts des réclamations, de justes colères et de bien regrettables scandales.

Comment le Gouvernement n'a-t-il pas compris que c'est un révoltant contre-sens que d'avoir en 1848 le même programme qu'en 1847? Un monde d'événements a passé entre ces deux époques. Les confondre c'est se jouer de la dignité et des droits d'une nation; c'est dire qu'une constitution est un mensonge et le système représentatif un leurre, un trompe-l'œil pour amuser l'enfance d'un peuple. Pour moi je dis que le Ministère ne reconnaît pas franchement son erreur et sa faute, s'il n'avoue pas sa méprise en chronologie politique; je dis qu'un tel Ministère est aujourd'hui lui-même le plus grand des anachronismes (*Sensazione*).

Les listes de 1847 ont été, par l'ordre du Gouvernement et par les soins de l'administration, répandues dans toutes les provinces du royaume, dans le but évident d'exercer une influence illégitime sur les élections des conseils provinciaux et divisionnaires. Non content d'avoir dosé à une si petite mesure le principe d'égalité dans la loi sur la représentation municipale, le Ministère, suivant ses instincts rétrogrades, avait hâte encore de rétrécir le cercle des deux autres représentations.

Examinons l'énorme abus de l'influence gouvernementale, notamment dans la liste que l'administration a fait circuler en Tarantaise avec un zèle si réactionnaire.

Les nobles et les employés forment la tête de cet absurde état. Voyez, messieurs, comme les misères de la petite étiquette féodale sont religieusement observées! Le vieux régime absolutiste n'entendait pas plaisanterie à cet égard. Dans cette pancarte gothique on voit d'abord figurer les nobles ayant exercé de hauts emplois; puis viennent les nobles qui ont été revêtus de dignités subalternes. Les comtes brillent en première ligne et les chevaliers en seconde ligne. Pour moi je suis vraiment édifié de cette belle ordonnance (*Harità*).

Les individus qui occupent le sommet de la liste officielle sont assurément de très-braves gens; chacun d'eux a ses qualités privées auxquelles je rends justice. Mais, comme il s'agit ici d'une question de principes et non de personnes, je dois à la vérité de déclarer qu'aucun de ces hommes n'a plus d'intelligence, de capacité, de vertu civique, ni de considération publique que les hommes qui figurent après eux et que ceux qui ont été exclus de cette note.

Dans cette liste, curieux monument d'exception arbitraire, de mensonge et d'injustice dégoûtante, on remarque l'absence des noms des plus habiles avocats, des plus distingués médecins, des procureurs les plus instruits, des plus recommandables et importants négociants de Tarantaise. Observons en passant et par forme d'acquit que les deux hommes que le suffrage de la province a faits représentants du peuple, sont également exclus de la note. Leur nomination à la députation

est, on en conviendra, le plus solennel démenti donné à l'esprit d'imposture et d'odieuse fourberie qui a présidé à la fabrication de cette liste officielle.

D'autre part on a porté sur cette note des individus non résidants dans la province.

Une chose qui prouve la tartuferie politique de l'administration, c'est que la liste a été retouchée pour le besoin des élections de 1848; car on y voit figurer un conseiller à la Cour d'appel qui n'existait pas en 1847 et qui ne date que du mois de mars de la présente année.

Enfin, pour couronnement de turpitude, cette liste ne porte ni signature, ni nom d'imprimeur, formalité qui est pourtant prescrite par la loi sur la presse; mais le Gouvernement ne regarde pas à si peu de chose. Le Ministère, sans se donner de scrupule, trouve tout naturel d'enfreindre la loi pour mieux violer la Constitution.

Le Gouvernement nous dit, par son organe officiel, qu'il a cru voir dans l'émission de ces listes un moyen qui se conciliait avec l'impartialité, la liberté des électeurs et l'esprit de la loi. Nous disons, nous, que c'est précisément le contraire qui arrive sur ces trois points.

Le Ministère déclare que la publication des véritables listes électorales ne pouvait être faite à temps et qu'on a paré à la difficulté au moyen de cette note. Nous disons, nous, que tout pouvait se calculer d'avance et se faire à son temps, et que, si le Ministère a agi ainsi, c'est que son dessein était de tout presser à la fois pour tout surprendre.

Le Ministère fait remarquer que, manquant de temps, l'administration eût pu commettre des erreurs et des omissions dans la confection hâtive des listes électorales, et que, pour être en repos avec sa conscience à cet égard (admirez la délicatesse exemplaire), il a cru devoir faire circuler les notes de 1847. Etrange manière, certes, de se sauver de la difficulté! Pour éviter le reproche d'avoir omis quelques noms, il ne trouve rien de mieux que de frapper d'exclusion toute une masse de citoyens à la fois.

Enfin, il nous assure que le but de ces listes est tout simplement de faciliter et d'éclairer les choix et non pas de les diriger. Nous répondrons, nous, que jouer ainsi avec les mots c'est trop laisser voir qu'on joue avec les choses. D'ailleurs, qui est-ce qui priaît le Gouvernement d'éclairer les électeurs? Mieux valait, pour la pleine action de leur libre arbitre, les laisser livrés à leur bons sens que de les éclairer de cette façon. Et puis, quelle manière est-ce, je vous le demande, que celle d'éclairer les gens en leur offrant des éteignoirs?

Le Ministère avait formellement promis de suivre, en matière d'élection, le programme de l'honorable Ricci, qui consistait à laisser une entière liberté aux électeurs; et voilà qu'aujourd'hui il se met en frais de circulaires artificieuses et fait ample abus de l'influence administrative, abus d'autant plus condamnable qu'il s'exerce principalement sur les intelligences encore inexpérimentées des électeurs de la campagne. Il a donc bien courte mémoire, ce cher Ministère!

D'un autre côté, nous demanderons à MM. le ministres pourquoi ils ne surveillent pas, pourquoi ils ne fustigent pas les hommes de l'administration inférieure, qui sont en bonne partie des créatures du vieux régime absolutiste; qui, au lieu de s'occuper de leur besogne spéciale, s'ingèrent dans les élections; qui, dépourvus de sens politique et d'instruction constitutionnelle, heurtent et irritent l'esprit des populations, font des rapports dictés tantôt par la passion, tantôt par une fausse vue des choses, égarent le pouvoir sur les véritables dispositions des peuples, lui aliènent par leurs menées réactionnaires la confiance des citoyens, et outrent les vices du

Gouvernement avec un zèle déplorable. Le limier va toujours plus loin que le chasseur.

M. le président du Conseil des ministres, s'adressant à nous, hommes de l'opposition, nous dit souvent: « Messieurs, soyez de bon compte, soyez de bonne foi; si vous attaquez, pressez et poursuivez sans cesse le Gouvernement, il n'y a plus moyen de gouverner. »

Va pour le reproche. Mais, à notre tour, nous dirons aux hommes du pouvoir: « Un peu de loyauté, messieurs, soyez de bon compte; si par des manœuvres électorales très-illégitimes, vous persistez à fausser l'esprit de nos institutions, à vicier le système représentatif, il ne nous est plus possible d'exister constitutionnellement, de vivre librement. »

L'autre jour M. le ministre des travaux publics prononçait ces paroles: « No, non vogliamo ristaurare il vecchiume! » Et moi je répondrai: « L'azienda di cui siete capi, o signori ministri, tende ogni dì e per ogni modo a ristaurare il vecchiume, a risuscitare le più marcie anticaglie d'un passato corrotto; e per poco che si vada ancora avanti con questo sistema, fra breve non sarà più la Costituzione che un'amara derisione gittata in faccia al popolo che sempre patisce, paga, spera e resta sempre ingannato! » (*Applausi*)

PINELLI, ministro dell'interno. La piccola interpellanza dell'onorevole deputato Jacquemoud, che si convertiva poi in una lunga declamazione.....

JACQUEMOUD A. I fatti non sono una declamazione; perciò protesto contro questa parola.....

IL MINISTRO DELL'INTERNO. Io m'appello alla Camera se non fu cosa lunga, e.....

GUGLIANETTI. Il signor ministro sta volto affatto dall'altro lato e di qui s'intende nulla.

IL MINISTRO DELL'INTERNO. Ma se debbo rispondere al deputato Jacquemoud.....

Molte voci. Alla ringhiera! Alla ringhiera!

IL MINISTRO DELL'INTERNO. Salgo alla ringhiera.

DE MARTINEL. Je demande la parole.

IL PRESIDENTE. Per ora l'ha il signor ministro dell'interno.

IL MINISTRO DELL'INTERNO. Io la cedo per un istante se la vuole.

IL PRESIDENTE. Allora ha facoltà di parlare.

DE MARTINEL. Je demande que toutes les fois que les ministres doivent parler, ils veuillent bien monter à la tribune, parce que, comme habituellement c'est à l'opposition qu'ils doivent répondre, nous qui sommes placés au côté contraire, nous n'entendons presque jamais rien de tout ce qu'ils disent. Je demande donc qu'ils montent habituellement à la tribune pour répondre.

IL MINISTRO DELL'INTERNO. Rispondo all'interpellanza, o lunga o piccola che dir si voglia, dell'onorevole deputato Jacquemoud, che il Ministero è affatto estraneo a questo modo di procedere delle amministrazioni provinciali. In ciò esse seguirono l'uso che si teneva avanti di pubblicare la nota di quelli che componevano i consigli provinciali negli anni precedenti.

Appena si ebbe a conoscere quest'inconveniente, si pubblicò sulla gazzetta ufficiale una dichiarazione, la quale potrebbe benissimo dar luogo ai commenti fatti dal signor deputato Jacquemoud, se essa fosse stata fatta dopo che le elezioni fossero escite secondo quelle liste. Ma siccome si fece prima appunto per diffidare il pubblico, che quelle liste non erano altro se non che le norme che si davano onde far conoscere quali erano negli anni antecedenti coloro che potevano aspirare ad essere membri del consiglio provinciale, impediva

per nulla la libertà del voto anche per coloro che non erano contenuti in quelle note, e ne fu conseguenza che l'amministrazione centrale non fece che quanto credeva meglio opportuno per diffidare la nazione sulle norme a seguirsi, lasciando però per abbastanza inteso che può sciogliere oltre quelle liste.

Dirò di più, che in alcuni luoghi dove si fecero reclami similissimi, od anche per altri casi, da coloro che non si vedevano portati sulle liste, come gl'israeliti, i protestanti, si ordinò agli intendenti di pubblicare le liste supplementari, dove fossero portati anche gli altri elettori appartenenti a questi culti; di modo che noi rifiutiamo assolutamente qualunque carico che si voglia addurre da questi fatti; e tanto più stimiamo di protestare contro le intenzioni che vuole benevolmente attribuirci l'onorevole deputato Jacquemoud.

MARTINET. S'il en était ainsi que vient de le dire monsieur le ministre de l'intérieur, de semblables publications ne se seraient pas reproduites dans plusieurs autres provinces; car elles n'ont pas eu lieu seulement dans celle de Tarantaise, mais encore dans celle d'Aoste et dans un grand nombre d'autres. C'est là une circonstance qui fait présumer, avec quelque apparence de raison, que messieurs les administrateurs provinciaux n'ont pas agi sans avoir reçu un ordre supérieur; et ce qui le prouve encore davantage, c'est que les listes récemment publiées, ont été imprimées et répandues dans toute l'étendue de chaque division administrative, tandis que les listes des années antérieures étaient simplement manuscrites et n'étaient publiées que tout au plus dans le chef-lieu de chaque province.

Monsieur le ministre a invoqué l'autorité d'un usage adopté pendant les années antérieures: mais un tel usage ne peut plus être suivi lorsque des lois nouvelles nous régissent. Le Ministère ne devait plus s'en rapporter aux listes des notables adoptées pour les conseils provinciaux avant les réformes; et quand j'énonce ici les listes des notables, je ne veux point faire allusion aux ingénieuses distinctions adoptées par monsieur le docteur Jacquemoud entre les *notables* et les *notés*; je veux parler seulement des listes des cinquante plus hauts contribuables et de celles des notables ou supposés tels, parmi lesquels on choisissait, tant bien que mal, les membres des congrès provinciaux; et je dis que si l'on voulait publier une liste (la seule liste qui pourrait servir de règle en ce moment), elle devait comprendre toutes les personnes qui pouvaient être éligibles.

Monsieur le ministre de l'intérieur a dit qu'il a cru parer à l'inconvénient de la publication de ces listes erronées et incomplètes en annonçant dans la *Gazette Piémontaise* quelles étaient les catégories des citoyens éligibles: Mais il est à remarquer qu'une simple publication faite dans la gazette officielle qui ne paraît que dans les villes et dans quelques bourgs, ne saurait détruire les effets d'une liste publiée et répandue par tout.

D'ailleurs j'ai, à cet égard, une observation à faire pour la province d'Aoste. La langue française est la seule qui soit parlée et comprise dans cette province: tous les actes des notaires, tous les écrits des avocats, des procureurs, tous les actes judiciaires, administratifs, se font en français et non en italien, et il y a, au moins, dix-neuf personnes sur vingt qui ne connaissent pas la langue italienne.

Il est un principe qui veut que toute loi promulguée soit observée par tous les citoyens et qu'aucun d'eux ne puisse l'ignorer. Mais pour que ce principe reçoive son application, il faut que les lois soient publiées en une langue qui soit à la portée de ceux qui sont appelés à lui obéir.

Par conséquent ces lois n'étant rendues manifestes dans la

province d'Aoste qu'en italien, elles ne peuvent y être connues et elles ne sauraient y être obligatoires.

C'est par ce motif que j'avais prié, il y a quelque temps, monsieur le ministre de l'intérieur de faire cesser un usage aussi préjudiciable. Il avait bien voulu me promettre d'y porter remède; mais voyant que cette promesse est restée sans effet, je saisis cette occasion pour renouveler ma demande.

IL MINISTRO DELL'INTERNO. Debbo risalire alla ringhiera per rispondere?

Alcune voci. Non occorre.

IL MINISTRO DELL'INTERNO. Quanto all'osservazione del sig. Martinet io credo benissimo che si fecero queste istanze, ma ei deve comprendere che questo è un punto anche abbastanza grave.

Sinora tutte le leggi furono pubblicate nel ducato d'Aosta in testo italiano e non in testo francese.

Io non so se si possa e se convenga appunto, nelle circostanze nostre attuali, che si deve, quanto più è possibile, estendere l'uso della lingua italiana, cambiare il modo di pubblicazione di leggi in una provincia, dove si è sempre usato di pubblicarle nel testo italiano. Tuttavia, per quanto si poteva, cedendo alle sue istanze e senza fare una mutazione troppo grave per le leggi più importanti, come quella municipale, ho richiesto che si mandassero dalla Savoia, dove si stampa l'originale in lingua francese, esemplari sufficienti per trasmetterli a tutti i comuni. La pubblicazione si farebbe in italiano come al solito, ma negli archivi comunali si manderebbe una copia in francese, per servire all'uopo di più facile spiegazione.

Siccome non è una grave spesa, trattandosi appena di alcuni esemplari di più della legge, mi pare che si potrebbe adottare questo metodo anche per le altre, onde, come diceva, la pubblicazione si faccia in italiano e si abbia un esemplare francese stabile negli archivi.

Molte voci. L'ordine del giorno!

IL PRESIDENTE. L'ordine del giorno reca la relazione sulla legge di pubblica sicurezza.

MARTINET. Si monsieur le ministre promet d'envoyer pour la province d'Aoste les lois en texte français seul, ou à côté du texte italien, je n'insisterai pas davantage; mais, dans le cas contraire, c'est-à-dire s'il déclare vouloir continuer de les y publier uniquement en italien, je persiste plus que jamais à réclamer comme un droit de mon pays que les lois qui doivent le régir y soient publiées dans la seule langue qui y soit connue et adoptée.

Du reste, il n'est pas exact de dire que les lois n'y ont toujours été publiées qu'en langue italienne. Elles y ont été, il est vrai, envoyées autrefois en langue italienne, mais elles avaient aussi le texte français.

Plus tard elles l'ont été uniquement en langue italienne, et les communes se procuraient ensuite à leurs frais particuliers un texte français; mais il n'est pas juste de surcharger les communes de nouvelles dépenses pour se procurer des lois en français, seule langue qu'elles connaissent, puisque les lois doivent être publiées dans une langue qui soit comprise de ceux qui doivent l'observer, sans aucune surcharge de frais qui pèseraient uniquement et plus particulièrement sur cette province.

IL MINISTRO DELL'INTERNO. Io non posso ricevere una mentita di quanto ho detto.

Quando ella mi fece questa osservazione ho domandato informazioni, e mi si è confermato quanto io già asseriva. Però non so bene se sia io in errore: ma può esservi anche l'onorevole deputato.

REVEL, ministro di finanze. Siccome il ministro di finanze è quello che è incaricato della diramazione delle leggi per la loro pubblicazione, io debbo qui dichiarare che le leggi che si pubblicano nel ducato d'Aosta, sono quelle precisamente che si pubblicano a Torino, cioè in lingua italiana: nè può essere altrimenti. Ritenga la Camera che le leggi, secondo l'antica forma, prima di essere pubblicate dovevano passare alla registrazione od interinazione dei Reali Senati e della Camera dei Conti. Ora il ducato d'Aosta dipendeva per la parte giudiziaria dal Senato di Torino; quindi non si potevano pubblicare nel ducato d'Aosta queste leggi in lingua diversa da quella in cui esse venivano registrate. (Gazz. P.)

**RELAZIONE SUL PROGETTO DI LEGGE
PER PROVVEDIMENTI DI PUBBLICA SICUREZZA.**

IL PRESIDENTE. Il relatore della legge sulla pubblica sicurezza ha la parola.

GUGLIANETTI, relatore, sale alla ringhiera e legge il rapporto della Commissione sui provvedimenti di pubblica sicurezza (V. Doc., pag. 186).

IL PRESIDENTE. Questa legge essendo stata dichiarata d'urgenza, vuol forse la Camera che se ne intraprenda subito la discussione?

VALERIO. Parmi che una legge la quale interessa la libertà dei cittadini non debba discutersi con tanta rapidità, e che almeno un giorno di tempo sia necessario per studiarne le basi e le condizioni. In conseguenza chieggo che la discussione venga rimandata a domani.

PESCATORE. Anch'io mi oppongo a che si apra subito la discussione particolare e generale su questo progetto di legge.

Ho rilevato che nella relazione si sono enunciati due principii.

Si dice in essa, se non erro, che ai magistrati di polizia si deve meno che si può dare alcuna parte di potere, e che questo potere si deve serbare quanto sia possibile ai magistrati costituenti l'autorità giudiziaria. L'altro principio enunciato nella relazione sarebbe che la polizia si deve esercitare, per quanto sia possibile, dai municipii.

Io domando se alcuno qui tra noi possa così *stans pede in uno*, attentamente considerare questi due principii. Io domando perciò che si dia tempo a ponderare questa proposta di legge.

I principii a studiarli sono di tale e tanta importanza, che certo nessuno vorrà esaminarli e giudicarli così a prima vista.

Chiedo pertanto che sia, riguardo a questa legge, osservato pienamente il regolamento, e che si dia campo ai deputati di considerarla attentamente.

GUGLIANETTI, relatore. Io non voglio oppormi a che la discussione di questa legge sia rimandata a domani; ma deggio rilevare un errore di fatto in cui è caduto il sig. Pescatore, asserendo che il principio posto per base dalla Commissione abbia per iscopo di negare all'autorità di polizia qualunque potere. A noi non cadde mai in animo una simil cosa.

Certamente il diritto di sorveglianza è già un potere gravissimo per sé; si è detto solo che questo potere non doveva mai essere spinto a segno da usurpare veruna parte del potere riservato ai magistrati giudiziari.

Con ciò si volle indicare che i due poteri dovevano essere affatto distinti, non mai negare all'autorità di polizia quelle attribuzioni che sono necessarie per compiere il proprio uf-

fizio; poichè sarebbe assurdo l'immaginare autorità senza potere.

IL PRESIDENTE. Questa discussione fu portata sull'ordine del giorno d'oggi.

PESCATORE. Propongo pur io che sia rimandata a domani.

IL PRESIDENTE. Interrogo la Camera se intende rimandare a domani la discussione del progetto di legge per la pubblica sicurezza.

(La Camera acconsente)

(Gazz. P.)

SVILUPPO, DISCUSSIONE E PRESA IN CONSIDERAZIONE DELLA PROPOSTA DEL DEP. BRUNIER CONCERNENTE I PASSAPORTI DEI SAVOIARDI PER LA FRANCIA.

IL PRESIDENTE. L'ordine del giorno reca quindi lo sviluppo della proposizione del deputato Brunier, tendente ad agevolare le comunicazioni tra Savoia e Francia (V. Doc., pag. 97).

Il deputato Brunier ha la parola per svilupparla.

BRUNIER. Messieurs, les relations de la Savoie avec la France sont très-nombreuses et fréquentes. C'est à la France que la Savoie vend la plupart des produits qu'elle exporte; c'est de la France qu'elle tire ceux que le pays lui refuse et qui sont principalement les objets de manufacture. La Savoie possède plusieurs établissements d'eaux thermales qui sont très-fréquentés par les étrangers et spécialement par des citoyens français des villes voisines.

Un grand nombre d'obstacles empêchent ou entravent cette réciprocité de relations qui doit exister entre les deux nations. L'un de ces obstacles consiste dans le prix et les difficultés des passeports et des visa, etc. Tout le monde sait que les sujets sardes qui veulent passer à l'étranger doivent d'abord se faire délivrer un certificat par l'autorité municipale, un autre au chef-lieu de province, et sur l'échange de ce dernier on obtient enfin un passeport qu'il faut payer 10 francs. Plusieurs des habitants des nos montagnes ne trouvent pas de moyens d'existence au foyer paternel, et, poussés par la nécessité, ils émigrent en France. Il est vrai que le passeport qu'on leur délivre ne coûte que deux fr. Mais cet impôt s'étend sur un si grand nombre d'émigrants qu'il devient considérable, et il est d'autant plus onéreux qu'il pèse sur des gens qui souvent sont obligés de mendier en route.

Les Français qui auraient besoin de venir s'approvisionner sur nos marchés en sont écartés par les mêmes difficultés, parce que les autorités sardes exigent d'eux un passeport; difficultés qui disparaîtraient si elles les laissent entrer et circuler au moyen d'un simple certificat délivré par les autorités françaises.

Les visa aggravent encore cette position de la Savoie. On sait que nos consuls ne reçoivent pas d'appointement fixe et qu'ils sont rétribués au moyen du casuel qu'ils perçoivent. Or, comme la Savoie a beaucoup plus de relations avec la France que les autres parties des États, car je ne crois pas que le Sarde, le Ligurien et le Piémontais aient des relations journalières et émigrent comme nous, il s'en suit que la Savoie paye ce genre d'impôt dans une proportion beaucoup plus élevée que les autres citoyens sardes.

Pour faciliter cet échange de relations entre la Savoie et la France, j'ai pensé de proposer à la Chambre la conversion des droits actuels de passeport en un simple droit de timbre pour les sujets sardes qui veulent aller en France, et au lieu

d'un passeport en règle, de n'exiger à l'avenir des Français qui viendraient en Savoie qu'un simple certificat délivré par les autorités françaises. On a dit souvent que si la Savoie redevenait département français elle ne serait qu'un cul-de-sac: c'est vrai. Mais unie à l'Italie, le sac est cousu de tous côtés; du côté du Piémont par les Alpes et la nature, des autres côtés par mille entraves élevées par la main des hommes.

C'est pour obtenir ce but que j'ai eu l'honneur de proposer cette loi.

IL PRESIDENTE. Credo bene di dare, innanzi di venire alla discussione, lettura della proposta di legge presentata dal signor Brunier (*V. Doc., pag. 97*).

MENABREA. Domando la parola.

IL PRESIDENTE. Prima domando alla Camera se la proposizione Brunier è appoggiata.

(È appoggiata)

Il deputato Menabrea ha la parola.

MENABREA. Prima che la Camera deliberi sulla convenienza di prendere in considerazione la proposta del deputato Brunier, è necessario che essa sia informata delle pratiche che già furono instituite sull'oggetto in questione. Al ministro degli affari esteri pervenne una lettera dell'onorevole deputato cavaliere Despina, nella quale già egli chiedeva precisamente che fossero fatte alcune facilitazioni per agevolare le relazioni esistenti tra la Savoia e la Francia. Dirò che fu presa in grave considerazione la richiesta dell'onorevole deputato Despina, e, conseguentemente, il Ministero ha già date alcune disposizioni, le quali, a parer mio, possono bastare per ora, fintantochè si provveda ad una riforma generale del regolamento de' passaporti specialmente per la parte che riflette i Consolati dei quali ha parlato il deputato Brunier.

Mi permetta dunque la Camera di farle conoscere quali siano i nuovi ordinamenti adottati e che fra poco andranno in vigore.

« È stato determinato che tutti i forestieri i quali, ecc. (*legge*)... gli abitanti de' dipartimenti francesi confinanti coi RR. Stati potranno liberamente recarsi ne' mandamenti contigui con un semplice certificato di buona condotta. Lo stesso si dice degli abitanti del cantone di Ginevra.

« Gli individui che, oltrepassando i limiti de' detti mandamenti, vorranno recarsi in una delle divisioni amministrative di Nizza, Ciampieri ed Annecy, non dovranno pagare che una sola volta all'anno il diritto di vidimazione dei rispettivi passaporti qualunque sia il numero de' loro viaggi.

« Saranno esenti da' dritti di vidimazione tutti i viaggiatori che si recheranno alle acque di Aix, Brides, Lavolte, Evian, St-Germain en Savoie. I viaggiatori che si recheranno da Ginevra a Lione e viceversa attraversando la città di Seyssel (Savoia), pagheranno una volta sola all'anno un diritto di vidimazione di 50 cent. qualunque sia il numero de' viaggi.

« Le persone poco agiate, in questo caso saranno esenti da ogni diritto. »

Prenderò questa occasione per dare un riscontro circa una reclamazione che fu anche inoltrata dal cav. Despina intorno a certi dritti di vidimazioni che furono, in alcuni consolati, indebitamente percepiti per le carte di militari relative al servizio militare. Dalle informazioni prese risulta che effettivamente i fatti lamentati ebbero luogo; ma ciò fu per mera inavvertenza e per difetto d'indicazioni sufficienti. Per ovviare d'ora innanzi a tale inconveniente, non solamente si rinnoverà l'ordine di esenzioni di dritti che già da qualche tempo è in vigore, ma si farà inoltre affiggere il regolamento relativo negli uffici consolari, acciocchè sia sempre presente a coloro che hanno interesse al suo esequimento.

Il Ministero che ora si occupa della revisione de' regolamenti consolari non potrebbe attualmente acconsentire ad una abolizione completa dei dritti di vidimazione dei passaporti, poichè questi dritti costituiscono in parte lo stipendio dei nostri consoli d'Europa; per cui se si adottasse la proposizione del deputato Brunier converrebbe che i detti consoli fossero risarciti della perdita che avrebbero a soffrire. Faccio inoltre osservare che i dritti che ha da sopportare la Savoia per tali vidimazioni non sono poi tanto eccessivi, poichè dai registri del Ministero risulta che questi dritti ascendono nel consolato di Ginevra a L. 9,772, in quello di Lione a L. 4,858, e ciò per tutti i viaggiatori indistintamente savoardi ed altri.

Il deputato Brunier ha anche preso questa occasione per accertare che tutte le relazioni della Savoia sono colla Francia, e che il frapporre qualche ostacolo a queste relazioni è una vera rovina per la Savoia. Certamente io non pretendo negare l'importanza che hanno per la Savoia le sue relazioni colla Francia. Ma mi sia lecito di fare osservare che la Savoia non è sopra il letto di Procuste, i nostri rapporti commerciali coll'Italia sono assai più importanti ancora, ed a questo riguardo mi riferisco ad un opuscolo pubblicato dall'onorevole deputato Despina, nel quale mi pare che questa proposizione sia dimostrata in modo inconcusso. Conchiudo infine che la proposizione del deputato Brunier è diventata inutile dopo i molti provvedimenti ordinati dal Ministero, il quale coglierà sempre tutte le occasioni di rendere più facili le relazioni internazionali ogniquale volta ciò non sia per recare incagli all'andamento dell'amministrazione.

BRUNIER. Si le Ministère promet d'exécuter le projet de loi que je viens de proposer, je n'ai aucune difficulté à retirer ma proposition, car tout ce que je désire c'est que le résultat de ma proposition soit atteint. Peu m'importe le moyen. Maintenant monsieur Menabrea vient de nous citer la brochure de monsieur le député Despina et de nous dire qu'il avait victorieusement prouvé que les relations de la Savoie sont plus fréquentes avec l'Italie qu'avec la France, et qu'il est plus naturel que les droits nous frappent du côté de celle-ci que du côté de celle-là. Qu'il me soit permis de refuser ces observations, parce qu'il est certain que les relations que nous avons avec l'Italie, nous les avons par la force des choses; et que celles que nous avons avec la France, nous les avons en vertu de notre situation topographique. Oui! quelques-uns de nos produits viennent en Italie; mais voici comment: on a placé des douanes entre la Savoie et la France, et on a tellement empêché ou gêné l'écoulement des nos produits de ce côté, qu'il a bien fallu qu'ils refluaissent; et la digue qu'on leur a opposée a été tellement élevée, qu'ils ont graduellement remonté le Mont-Cenis et fini par déverser par dessus pour aller en Italie. Mais enlevez les barrières et vous verrez si nos produits viendront en Piémont. Ne l'avons-nous pas vu sous l'Empire français? A cette époque il n'existait point de douane ni sur le Mont-Cenis, ni du côté de la France, et toutes les productions de la Savoie s'écoulaient en France et nullement en Italie. Accordez-leur la même latitude et vous verrez si nos relations avec le Piémont seront nombreuses.

On ne peut donc pas juger de ce que nous envoyons en France avec ce que nous y enverrions sans entraves. Ainsi monsieur Menabrea juge de la quantité de sang qui passe par une veine ligaturée avec celui qui passerait sans ligature; je dis que cela n'est pas exact; coupez la ligature, et vous verrez que la circulation du sang augmentera. Vous avez une pièce d'eau que vous bouchez à sa base, l'eau remonte et finit par déverser sur les bords, mais enlevez le bouchon qui est au fond, et l'eau reprendra son écoulement naturel. Il en

est de même de nos produits qui n'ont d'écoulement qu'en France, et qui ne prennent la direction de l'Italie que lorsqu'ils ne trouvent pas d'autres débouchés.

FERRONE, *presidente del Consiglio dei ministri e ministro degli esteri*. Si l'honorable député Brunier retire sa proposition de loi sur les observations qui ont été faites par monsieur le député Menabrea, je n'ai rien à dire; s'il persiste à vouloir la défendre, je devrai prendre la parole.

BRUNIER. J'insiste à demander qu'elle soit prise en considération.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI sale alla ringhiera:

Messieurs, le projet de loi qui vous est proposé a beaucoup plus de portée que ne semble lui en attribuer l'honorable monsieur Brunier. S'il ne s'agissait que de la Savoie, de ses rapports intimes avec la France, ce serait injuste de ne pas adopter la proposition de loi qui nous est présentée. Mais il s'agit aussi de l'organisation des consulats, dont je m'occupe en ce moment et dont je me suis occupé dès l'instant que je suis au Ministère des affaires étrangères. J'avais même pensé aux moyens de supprimer toutes espèces de droits non seulement pour les Savoisiens, mais pour tous les sujets sardes. Mais après un examen approfondi, j'ai remarqué que les revenus étaient assez considérables, pour qu'on ne dût pas y toucher en ce moment.

Quant à nos consuls à l'étranger, les uns reçoivent des appointements fixes; ce sont ceux qui ne peuvent remplir leur charge d'une manière décente: les autres n'ont que leur casuel, et n'ont aucune rétribution du gouvernement. Je ne dirai pas si cette maxime est bonne ou mauvaise: le fait est qu'elle est économique.

L'honorable député se plaint de ce que les passeports se payent 10 francs. C'est une question générale pour notre pays. Il se plaint aussi que les Français qui viennent en Piémont doivent également présenter un passeport aux autorités sardes; mais ceci est une question qui regarde uniquement le Gouvernement français, soit sous le rapport politique, soit sous le rapport financier.

Je comprends parfaitement que la Savoie se trouve dans une position exceptionnelle: elle a tout près d'elle Lyon, qui est une très-grande ville, et avec laquelle elle a de très-nombreuses et très-fréquentes relations. Je comprends qu'il serait nécessaire que de semblables rapports ne fussent point entravés par les passeports. Mais il n'est pas sûr que la France veuille s'accorder avec nous là-dessus.

Du reste, on ne peut pas accorder que tous les Français, ceux mêmes que la mère patrie reconnaît dangereux ou coupables, puissent venir chez nous sans passeports. D'ailleurs, s'il est permis à un citoyen de France de voyager dans l'intérieur de la nation avec un simple certificat délivré par l'autorité municipale, il n'en est plus de même s'il doit se rendre à l'étranger: il lui faut en ce cas obtenir un passeport de l'autorité du préfet ou gouverneur du département. Je parle ici par connaissance de cause. J'ai longtemps habité la France, et je suis parfaitement au courant de la marche qu'on y suit à cet égard.

Par conséquent, comme les droits perçus sur les passeports sont un revenu assez considérable pour l'Etat, il me semble qu'il ne convient pas de discuter ce projet de loi en ce moment, d'autant plus que nous sommes en voie de faire à ce sujet toutes les modifications possibles.

CHENAL. Je demande la parole.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI. Demandez-vous que je reste à la tribune pour vous répondre?

CHENAL. Comme il vous plaira.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI rimane alla ringhiera mentre parla il deputato Chenal.

CHENAL. Je viens appuyer la proposition Brunier, et je fais observer qu'un pays clos dans les Alpes, déjà isolé par ses montagnes, sillonné par des routes difficiles, a besoin qu'on en facilite l'accès au lieu de l'entraver par des mesures fiscales, par des difficultés inintelligentes. Pour exister, la Savoie a besoin du concours de l'étranger sur ses marchés; je demande en conséquence qu'on étende à l'Helvétien la mesure que monsieur Brunier sollicite pour les Français ses voisins. Genève est le seul foyer du commerce, le principal centre d'action des trois provinces Faucinienne, Chablaisienne et de Saint-Julien. Si l'on veut qu'un Suisse ou qu'un Français puisse acheter du bétail dans nos foires, compléter une chèvre ou un mouton, par exemple, il faut ne pas l'en éloigner par des rançons d'argent, par des *visa* de passeports sans termes; car c'est là tarir la source de toute prospérité pour un pays. C'est arrêter l'acheteur à la frontière; c'est lui en défendre l'entrée; c'est en outre une mesure d'inhospitalité contraire à la civilisation, à nos mœurs, gravement nuisible à nos intérêts. Ces passeports, joints aux répulsions que provoquent les douanes savoisiennes, éloignent du Mont-Blanc comme des eaux de St-Gervais une foule d'individus qui se dirigent ailleurs. Les eaux thermales de Louèche et de Lavey s'enrichissent et s'applaudissent de ces obstacles apportés à ceux qui désirent aborder la Savoie.

Les habitants de cette contrée pénètrent à Genève sans passeport, sans qu'on les inquiète. Cette franchise, bien loin d'avoir nui à cette petite république, a eu pour conséquence d'y faire affluer les capitaux, d'augmenter le commerce, de l'enrichir. — Ce qu'un peuple sans force militaire ne craint pas de faire, pourrait-il avoir des inconvénients pour nous? Je ne le crois pas. La suppression du passeport appliquée à ceux qui se rendent à Lyon, les engagerait à substituer à la voie du Fort-de-l'Ecluse celle de Seyssel par la Savoie.

A moins de vouloir que ce pays reste plongé dans l'inertie, qu'il soit sans vie, sans mouvement, livré à la misère la plus complète, il est indispensable de le mettre en communication avec les éléments qui l'avoisinent, dont il ne peut s'isoler sans se suicider.

Les considérations que l'on a fait valoir pour annuler ce que je viens de dire, ne réfutent pas les autres considérations naguères contrairement émises. La plus grande faiblesse pour un peuple c'est de s'isoler. C'est en vain qu'on a allégué l'infraction à l'unité sarde, la diminution des impôts, les innovations toujours dangereuses, le déplacement de quelques intérêts; à cela je répondrai que toute objection disparaît devant la nécessité de vivre, que la première des unités est celle de ne pas contrarier l'œuvre de Dieu, de ne pas séparer ce qu'il a uni, celle de n'opprimer personne, de laisser à chacun la part que la Providence lui a faite. Ce qui doit nous préoccuper le plus c'est de divorcer complètement avec les errements du despotisme, qui a mis tout en œuvre pour étouffer les populations savoisiennes, qui les contraignait à fuir leurs foyers. Si les exploités de mon pays l'eussent pu, ils l'auraient entouré d'une muraille semblable à celle de la Chine. C'était la politique du docteur Francia, séparant le Paraguay de toutes les régions environnantes; tant il est vrai qu'à toutes les latitudes les mauvaises pensées se rencontrent! Ce n'est pas sans indignation qu'on se rappelle dans ma province qu'une lettre partie de Genève pour Sallanches, qui maintenant arrive à sa destination, après un trajet de 8 lieues, n'y parvenait qu'après dix ou douze jours d'intervalle.

De tout ce que je viens de dire, on doit conclure qu'en abaissant les tarifs du passeport pour les Suisses et les Français en contact presque immédiat avec la Savoie, dans un rayon de 13 à 20 lieues à partir de la circonférence extérieure de cette dernière région, l'on ne fera qu'adopter une mesure éminemment utile, sans danger, dont l'adoption ne sera que un acte de justice impérieuse.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI. Je réponds à l'honorable député Chenal que déjà je travaille à organiser un système sur les consulats. Monsieur Chenal nous parle de douanes; eh bien? l'on formera un autre système sur les douanes. Il n'est pas possible de ne former qu'un seul système d'organisation pour les passeports et les douanes à la fois.

JACQUEMOUD G. Autant je suis partisan de l'union politique de la Savoie avec le Piémont, union qui date depuis 8 siècles, autant je crois qu'il est de l'intérêt du Gouvernement, pour le bien être de la Savoie, de faciliter les relations de ce pays avec la France et la Suisse. La position topographique de ces pays nécessite entre eux de fréquents rapports qui sont malheureusement contrariés par les dispositions mal étudiées en matière de passeports. Les droits perçus pour la délivrance des passeports sont trop exagérés; l'obligation du *visa* est trop multipliée; indépendamment des frais qu'il entraîne, il occasionne des démarches, des pertes de temps, qui portent un grand préjudice aux voyageurs français, suisses et savoisiens. Pendant quelques années, les gouverneurs ont accordé gratuitement des permis ou laissez-passer, afin que les Savoisiens pussent se rendre dans les départements français limitrophes; les préfets de France en agissaient de même de leur côté. Cet usage, qui s'était introduit par courtoisie, a dû ensuite cesser par ordre supérieur, à cause des plaintes d'un consul à qui ces permis faisaient perdre quelques droits de *visa*; telle est du moins la cause attribuée à la cessation de cet usage, qui rendait nos rapports avec la France beaucoup plus faciles.

Les dispositions, dont l'honorable député Menabrea vient de donner lecture à la Chambre, paraissent déjà obvier à un grand nombre d'inconvénients; mais d'après mes connaissances pratiques des besoins de la Savoie, je crois que ces dispositions sont insuffisantes; c'est pourquoi je prie la Chambre de prendre en considération le projet de loi présenté par M. le député Brunier. M. le ministre des affaires étrangères aura la bonté de communiquer à la Chambre les dispositions qu'il a préparées, et l'on pourra rédiger un projet de loi ou de règlement qui réponde aux vœux de la Savoie.

MICHELINI G. B. La proposizione del deputato Brunier tende a facilitare le comunicazioni tra la Savoia da una parte e la Svizzera e la Francia dall'altra. Io credo che essa debba essere presa in considerazione.

Signori, non è mai senza inconvenienti che s'innalzano barriere politiche colà dove non esistono barriere naturali. In simili casi i popoli non sono mai tranquilli finchè non abbiano rovesciate quelle barriere. I prodotti di Savoia hanno il loro scolo naturale nella Svizzera e nella Francia. Tutti coloro che conoscono la Savoia sanno che essa ha, per così dire, due capitali economiche. Gli abitanti delle valli dell'Arve e della Durance han frequenti relazioni con Ginevra, laddove quelli della valle dell'Isère e della rimanente Savoia hanno per capitale Lione. Se i Savoia fanno un viaggio a Torino, ne fanno più di dieci quelli che trovansi al nord del Monte Bianco a Ginevra, gli altri a Lione.

Io non discuterò tra la proposizione Brunier e le modificazioni di cui ci ha parlato il deputato Menabrea; dico solamente che la Savoia, circoscritta da una parte da limiti poli-

tici e dall'altra da limiti naturali, trovansi in una posizione eccezionale, e che per essa vi vogliono provvedimenti eccezionali.

COSTA DE BEAUREGARD. L'honorable député Michelini a bien voulu faire comprendre la position exceptionnelle de la Savoie. J'aurai, à cet égard, des observations particulières à faire à la Chambre, mais comme elles sont tout à fait étrangères à l'ordre du jour, je prie l'Assemblée de vouloir bien me permettre de les exposer un jour, qu'elle aura l'obligeance de fixer.

SINEO: Le osservazioni che furono fatte dall'onorevole preopinante provano che è da prendersi in considerazione la proposta fatta dal deputato Brunier.

Le obiezioni che si sono fatte dal ministro degli esteri e dal suo primo ufficiale nostro collega deputato Menabrea non ostano alla presa in considerazione, anzi provano che è da considerarsi questa legge, e che ha bisogno di discutersi negli uffizi, poichè è da vedere quali sono veramente le cose che restano a farsi nella Savoia. È stato riconosciuto specialmente dal deputato Menabrea che nello stato presente della legislazione vi era ancor molto da fare, ed il ministro ci ha risposto che aveva già fatto molto.

Si dovrà adunque lasciar prima esaminare ne' suoi uffizi e vedere ciò che si è fatto, e se ci resta qualche cosa da fare in modo legislativo; giacchè altro è provvedere secondo i limiti del potere esecutivo, altro è provvedere stabilmente e per legge. Per la Savoia certamente noi qui siamo tutti pronti a fare tutti i miglioramenti che saranno possibili e conciliabili cogli interessi delle finanze e colla sicurezza pubblica. La Savoia ha diritto a tutta la nostra gratitudine, a tutta la nostra affezione, anche pei fatti di valore spiegato da' suoi soldati recentemente.

Noi siamo disposti a fare per la Savoia tutto il possibile.

Esaminiamo dunque ciò che si dovrà fare. La presa in considerazione non pregiudica nessuna quistione. Insisto pertanto acciocchè si accolga favorevolmente questa proposta.

MENABREA. Je ne voudrais point traiter nouvellement la question qui vous est soumise, mais j'ai lieu de regretter que mes expressions n'aient pas été bien saisies par l'honorable député Chenal; car autrement il aurait vu que ce qu'il désire est déjà fait en grande partie. Monsieur Brunier a demandé que le Gouvernement facilite les relations de la Savoie avec la France; eh bien! on y a déjà pourvu. Je répéterai ce que j'ai dit précédemment à cet égard.

Les habitants confinants avec les Etats de S. M. du côté des départements du Var, des Basses et Hautes Alpes, de l'Isère, de l'Ain et le canton de Genève, pourront se rendre librement dans les mandements contigus avec un simple certificat de bonne conduite.

Tous ceux qui, dépassant ces limites, se rendront dans les divisions administratives de Nice, Chambéry, Annecy, ne seront obligés de faire légaliser avec les droits leurs passeports qu'une fois par année, quelque soit le nombre des voyages.

Les voyageurs, qui se rendront aux eaux thermales de Savoie, seront exempts du droit de légalisation.

Les voyageurs, qui se rendront de Genève à Lyon et vice-versa, en passant par Seyssel, ne payeront que 50 centimes pour droit de légalisation une fois par an. D'où vous voyez que ce que l'on exige n'est pas bien exorbitant. Dans ce dernier cas, même les personnes peu aisées ne payeront rien.

On exemptera également des droits les militaires qui, comme tels, ont à faire viser des papiers.

On a parlé des rapports internationaux que la Savoie a avec la France: quant à moi, je crois qu'ils sont bien plus impor-

tants encore avec le Piémont, ainsi que déjà j'ai eu l'occasion de le faire observer.

Du reste, le Gouvernement comprend toute l'importance de favoriser nos relations internationales avec des peuples voisins, et il mettra tous les soins à faire disparaître les entraves qui peuvent les rendre moins faciles. Cependant, dans les mesures à adopter à cet égard, il faut procéder avec ordre afin de ne pas troubler la marche de l'administration, surtout en ce qui touche aux consulats, dont les agents, comme je l'ai déjà dit, sont en grande partie payés sur le produit des droits de *visa* qu'ils perçoivent. Je pense que les nouvelles mesures ordonnées dans ce but par le Ministère peuvent suffire pour le moment, d'autant plus qu'il s'occupe de refaire l'organisation des consulats. De là il saisira aussi l'occasion de revoir les règlements qui ont rapport avec les pays étrangers.

BRUNIER. Je demanderais à ce que ma proposition fût prise en considération, pour être ensuite renvoyée dans les bureaux. Alors je me permettrai de prier monsieur le ministre de nous communiquer ce qui aura été fait par le Gouvernement; et si les déterminations qu'il aura prises nous conduisent aux améliorations que je demande, je retirerai ma proposition avant qu'elle soit soumise à la discussion publique de la Chambre; ou plutôt les bureaux jugeront ce qu'il y a de plus opportun à faire.

MENABREA. Je demande qu'on suspende la prise en considération jusqu'à ce que l'on connaisse les déterminations prises par le Ministère.

Varie voci. Ai voti! Ai voti!

IL PRESIDENTE. Ora dovrei interrogare la Camera se intenda prendere in considerazione la proposta del signor Brunier; ma v'ha un ordine del giorno motivato, presentato dal deputato Ract; è il seguente:

« La Chambre, prenant en considération les observations de monsieur Brunier et l'exposition des faits qu'il vient de faire, recommande à monsieur le ministre des affaires étrangères de prendre les mesures nécessaires pour que les intérêts de la Savoie n'aient pas à souffrir à l'avenir dans ses relations avec les pays voisins; et passe à l'ordre du jour. »

Codesto ordine del giorno è desso appoggiato dalla Camera? (È appoggiato).

Monsieur Ract a la faculté de développer sa proposition.

RACT. Je n'ai pas de développement à faire: la chose parle d'elle-même.

MENABREA. Je voudrais que monsieur Ract ajoutât à sa proposition une phrase par laquelle il fit connaître que le Ministère s'en est déjà occupé, parce qu'il paraît, d'après ce qu'il a dit, que le Ministère ne s'en occupe pas du tout.

BRUNIER. Je m'oppose à l'ordre du jour proposé par M. Ract, parce qu'il n'a rien de positif, rien de précis. Il nous laisserait dans le vague, sans savoir ce que le Gouvernement fera, ou seulement entend faire. Je veux voir plus au clair que cela, et ne pas renoncer à ma proposition sans être sûr de l'amélioration que je sollicite. Je crois qu'il est beaucoup mieux de prendre ma proposition en considération, sauf à la retirer, ainsi que je l'ai dit, dans le cas que les déterminations prises par le Ministère soient de nature à satisfaire. Je ne tiens cependant pas à ce que le résultat soit rigoureusement celui que j'ai demandé: pourvu que le passage entre la France et la Savoie soit rendu plus facile, je m'en contenterai.

RACT. Puisqu'il paraît que la Chambre est disposée à prendre en considération la proposition Brunier, je retire mon ordre du jour.

IL PRESIDENTE. Pongo adunque ai voti la presa in considerazione della proposta del deputato Brunier.

(È presa in considerazione).

(Gazz. P.)

SVILUPPO E DISCUSSIONE DELLA PROPOSTA DEL DEPUTATO PESCATORE PER LA PROGRESSIVITÀ DEL PRESTITO FORZATO.

IL PRESIDENTE. L'ordine del giorno chiama lo sviluppo della proposizione presentata dal deputato Pescatore per la progressività del prestito forzato: ne do lettura alla Camera (V. Doc., pag. 198).

Il signor Pescatore ha la parola per svolgere la sua proposizione.

PESCATORE. Signori, il Ministero rendendoci conto dello stato dell'erario, ci ha detto che esso non ha fondi se non per pochi, anzi pochissimi mesi. In allora il Ministero non calcolò nè la somma stanziata ieri colla legge di pubblica beneficenza, nè i soccorsi a Venezia, nè tutte quelle spese imprevedute che potranno ancora occorrere. Dai documenti che il ministro delle finanze ci presentò, appare non essere gran fatto sperabile un prestito all'estero; dunque è inevitabile una nuova gravezza interna sulla generalità dei cittadini.

Ora io sono intimamente convinto che qualunque nuova imposta sulla generalità dei cittadini sarebbe ingiusta ed inutile, se prima non si corregge il vizio che si riscontra nella legge finanziaria del 7 settembre. Molti vizi si imputarono a questa legge nella discussione generale che ebbe già luogo, e che tendeva a sottoporla ad una generale revisione; ma si notò soprattutto quello che concerne la progressione arrestata ai patrimoni di lire 100,000. Fu sentimento generale in allora che questa progressione, perchè fosse giusta, dovesse estendersi anche ai patrimoni maggiori di questa somma. In allora si opponeva soltanto dai difensori del progetto ministeriale essere contrario al regolamento, e forse anche allo Statuto, il sottoporre la legge ad una generale revisione; doversi bensì da ciascun deputato, che lo stimasse opportuno, proporre in forma specifica o in via di nuova legge quegli emendamenti che creda necessari. Ora questa proposizione è fatta, e poche considerazioni mi basteranno per dimostrarla fondata.

Che il sistema fondamentale della legge finanziaria del 7 scorso settembre sia un sistema di progressione dal 1/2 % fino al 2 % è un fatto certo. Constatata questa progressione, essa deve, secondo me, considerarsi da due lati: dal lato che discende verso le piccole fortune, e dal lato che si inoltra ed ascende verso le classi più doviziose. Verso le piccole fortune io trovo che la progressione fu spinta fino all'estremo limite, cosicchè ella gravita anche su quelle famiglie le quali non potendo, per mancanza di mezzi, godere del beneficio della surrogazione al servizio militare, contribuiscono di persona il loro contingente all'esercito, e debbono aggiungere il proprio lavoro personale al tenue reddito del loro patrimonio per vivere. Quando un'imposta progressiva pesa eziandio su queste famiglie, io dico che la progressione è spinta dal lato delle piccole fortune sino all'estremo limite.

Perchè adunque la legge sia giusta, proceda con eguale misura, usi lo stesso trattamento alle piccole ed alle grandi fortune, è d'uopo che anche dal lato opposto si estenda questa progressione sino all'estremo limite; o almeno vi si accosti, per quanto è possibile, senza sconvolgere l'andamento economico della società. Questa legge soddisfece ella a tali condi-

zioni? Ben lungi da ciò io credo che mi sarà facile dimostrare che ella non percorse nemmeno un terzo di quella linea, sulla quale pure avrebbe potuto tuttavia inoltrarsi di molto senza inconvenienti di sorta. Lo dimostro estendendo per ipotesi la progressione al 5, al 4, al 5, al 6 %.

Prenderò per base una delle massime consegne. La consegna di tre milioni non dico che sia la massima delle consegne che siansi fatte, ma è probabile che è una delle maggiori. Noto che nelle circostanze attuali chi consegnerà tre milioni ne deve avere per lo meno cinque o sei; e la ragione ne è chiara, dacchè, secondo le istruzioni ministeriali, i buoni nelle consegne si valutano non già secondo il valore che avrebbero nello stato normale di cose, ma secondo il valore che hanno nelle circostanze presenti. Le grandi proprietà in questi ultimi tempi diminuirono poco meno della metà. A ragione quindi io dico che chi consegna 5 milioni, deve averne 5 o 6 di capitale, e godere d'un reddito annuale non minore di 150,000 lire; ciò posto, il tre per cento sopra tre milioni importa pel prestito obbligatorio lire novantamila. Siccome le cedole del prestito obbligatorio scapitano, nello stato attuale, forse del dieci per cento, il prestito obbligatorio di lire novantamila non equivale che ad una sola imposta di lire novemila. Non sarebbe adunque che una sovrimposta del diciassettesimo del reddito, la quale non si può impertanto avere per un aggravio. Il quattro per cento importa nel prestito obbligatorio lire ventimila, valutate nel modo che già accennai.

Questo prestito obbligatorio di centoventimila lire equivale ad una sovrimposta di lire dodicimila, eguale ad un quindicesimo della rendita. Il cinque per cento importa cento e cinquantamila lire, eguale ad una sovrimposta di quindicimila, cioè il decimo della rendita annua; e il sei per cento equivale pel prestito obbligatorio a centotantamila lire, che si riduce ad una sovrimposta reale di lire diciottomila, cioè l'ottavo del reddito.

Certamente in quest'ultimo stadio della prescrizione una sovrimposta dell'ottavo del reddito annuo apporta un aggravio, ma la legge dev'essere eguale per tutti. E se i ricchi in questo modo vengono a sborsare una somma proporzionalmente più grande assai, v'ha un compenso a questo apparente aggravio in ciò che egli trovano pur sempre tuttavia in miglior condizione di quelle famiglie, le quali non vivono col solo loro reddito, ma vi debbono aggiungere il proprio personale lavoro, e devono per soprappiù mandare all'esercito talvolta il principale, talvolta l'unico loro sostegno. Se la legge non risparmia gli uni, non deve risparmiare neppure gli altri; perchè se non fosse eguale per il ricco come per il povero, sarebbe ingiusta.

Ragionai finora sul fondamento che il sistema della progressione sia già introdotto di fatto nella legge del 7 settembre scorso. So che gli oppositori negano il fondamento di questa dimostrazione; dicono che quantunque la legge stabilisca un prestito obbligatorio del mezzo per cento sulle proprietà dalle dieci alle ventimila lire, dell'uno sulle proprietà dalle venti alle cinquantamila lire, dell'uno e mezzo dalle cinquantamila alle centomila, del due dalle centomila in poi, tuttavia non possa dirsi aver quella legge sanzionato il sistema di progressione, ma avere semplicemente introdotto un principio di esenzione. A ciò rispondo che io non ho difficoltà ad intendere in tal guisa la legge; purché gli oppositori in tal modo eziandio intendano la proposta che io ho fatta, e la quale è pur concepita in termini simili. Ragioniamo daddovero.

Che cosa diffatti è l'imposta progressiva, se non la designazione di una serie di categorie gradatamente imposte in

modo che partasi da un *maximum*, e discendasi sino ad un *minimum*, oltre ai quali non debbasi spingere la tassa?

Il sistema di progressione, impertanto, e il sistema d'esenzione, tolta la differenza del nome, sono ad un dipresso la medesima cosa. Tutte le altre obiezioni che si fanno alla mia proposta, riduconsi, a parer mio, al seguente argomento: o si ammette in generale il sistema della progressione nelle imposte, o non si ammette. Nel primo caso si sancisce un sistema impraticabile, nocivo ed anzi sovversivo dell'economia della società, il quale può gettare lo spavento e il disordine nello Stato. Che se non si ammette questo sistema, allora la legge manca di principio sul quale si fondi; epperò è irrazionale e pernicioso.

A queste obiezioni io rispondo che il sistema della progressione nei tributi corrisponde ad un principio di giustizia; se non che difficilmente si può accettare in modo generico ed assoluto un principio di giustizia, ma è d'uopo quasi sempre nella pratica di modificarlo, secondo le varie circostanze esigono.

Ma altro è modificare, altro è escludere affatto il principio di giustizia. Rimane sempre la ragione direttrice della legislazione, la quale si deve tradurre praticamente in legge nei limiti del possibile, quando alcun vantaggio se ne può trarre, senza incorrere in troppo gravi inconvenienti.

Poche parole mi basteranno per isvolgere e per appoggiare queste risposte che io credo potersi dare a tutte le obiezioni fattesi in proposito. Dico primieramente che il sistema della progressione, considerato in astratto, corrisponde a un principio di giustizia, corrisponde a quel principio secondo cui in qualunque società, sì civile che politica, ciascun socio deve contribuire in proporzione dei profitti che ricava dalla società.

Consideriamo per un momento come lo Stato spende i suoi tesori. Se tutti i fondi dell'erario si spendessero per la sicurezza delle persone e delle proprietà, in allora le imposizioni certamente dovrebbero essere materialmente proporzionali a tutte le persone ed a tutte le proprietà che profitano egualmente della protezione della legge, la quale è esercitata o per mezzo dei magistrati di polizia, o dall'amministrazione della giustizia. Ma lo Stato spende i suoi tesori anche in altri uffici, li spende primariamente nel promuovere la cultura ed il progresso delle scienze e delle arti; in secondo luogo, in promuovere l'alto commercio e le grandi industrie.

La cultura delle scienze e delle belle arti, l'alto commercio e le grandi industrie arrecano due sorta di vantaggi allo Stato, ben distinti l'uno dall'altro. Anche l'idiota, quegli che si dà ad una professione meccanica e che deve esercitarla per poter vivere del lavoro delle sue braccia, gode indirettamente dell'incivilimento e dei vantaggi che derivano dalle scienze e dai progressi delle grandi industrie e del commercio. È ben vero che ne profitta solo indirettamente, ma non è men certo perciò ch'ei ne ritragga un vero utile; sotto questo rapporto, secondo i principii di giustizia, l'imposizione deve essere proporzionata, ma deve ancora essere materialmente progressiva, perchè le classi doviziose ritraggano un più particolare profitto dalle spese che fa lo Stato per le scienze, le belle arti, le grandi industrie e l'alto commercio; ora la giustizia vuole che a questo profitto particolare, che traggono le classi doviziose, oltre a quel vantaggio indiretto che è comune a tutti, corrisponda una sovrimposta. E questa sovrimposta che dovrà essere proporzionale, è precisamente quella che costituisce la progressione.

Aggiungerò una considerazione, ed è che lo Stato spende i suoi fondi ancora in altri usi, quali son quelli che riguar-

dano i bisogni materiali della società, o i doveri della fratellanza sociale; tali sono le spese che si fanno per soccorrere gli stabilimenti di pubblica beneficenza, od hanno per iscopo di proteggere i vari interessi dei comuni e delle provincie. Nessuno nega che tali spese siano utili, siano necessarie, indispensabili pel mantenimento dell'attuale società, per favorire la fusione di tutti gli interessi in un solo, il cui risultato è che i comuni e le provincie povere siano soccorsi dalle provincie ricche. Questa fusione dunque e il contributo sociale che la sostiene, dipendono dai precetti della legge morale. E ciò facendo, la società adempie ai doveri della fratellanza sociale, in virtù della quale devono i ricchi venire in soccorso dei poveri.

Ora, da questo punto di vista, gli è evidente che a quest'opera, eminentemente morale, debbono i cittadini contribuire secondo una legge di progressione, perchè, se colui che ha 150 lire di rendita ne contribuisce un decimo, io domando se adempia egualmente a questo dovere colui che, avendo 150 mila lire di rendita, contribuisce pur solo un decimo. Se costui gode in proporzione maggiore dei profitti delle scienze, delle arti e dell'industrie, non è egli vero che debba eziandio contribuire secondo una legge di progressione, dacchè appunto secondo una legge di progressione gode di questi vantaggi?

L'indole impertanto delle spese di cui si tratta, la legge morale dalla quale debbe essere governata questa sorta di contributi, esigono che le classi ricche li sopportino progressivamente.

Io credo di aver dimostrato abbastanza che il sistema della progressione, considerato in generale, corrisponde a un principio di giustizia. Aggiungo ora che non è attentatorio alla proprietà; non inizia, nè tende ad iniziare il socialismo, ma anzi conferma il sistema medesimo della proprietà. Con tutto ciò non converrebbe certo nella pratica di applicare senza discernimento e senza limitazione alcuna questo principio.

La giustizia talvolta dee cedere alla legalità.

Il sistema della progressione, considerato in sé, certamente è arbitrario. In certe circostanze poi è di difficile applicazione, impossibile anzi in altre ad attuarsi, stante la difficoltà di accertare i redditi personali di tutti quanti i cittadini: del sistema della progressione si può inoltre abusare, a danno del principio delle proprietà; e la possibilità di questo abuso può gettare l'allarme fra i grandi proprietari ed i grandi capitalisti.

Ecco le considerazioni con cui il legislatore deve temperare l'applicazione del principio di giustizia. Io credo che si possa tuttavia il sistema della progressione attuare assai più largamente che altri non pensi.

Concludiamo intanto dalle fatte osservazioni che il sistema della progressione non può essere una legge generale applicata in modo assoluto, ma resta tuttavia quale *canone direttivo della legislazione*, da applicarsi secondo la prudenza del legislatore il quale, nelle singole combinazioni che si presentano, esaminerà se si possa applicare senza incorrere in gravi e pericolosi inconvenienti. E tale per lo appunto cred'io che sia il caso nostro. Nè mi si opponga doversi temere l'arbitrario, poichè questo fu già consacrato nella legge medesima; nè si può obbiettare averci di impossibilità, o gravi e insuperabili difficoltà di esecuzione, giacchè le basi della progressione già sono accertate; non si tratta più che di continuarle. Nè ritengaci la tema dell'abuso che possa farsene, poichè questo timore sarebbe nel caso nostro affatto fuor di luogo, mentre invece concorrono qui tutte le ragioni che giustificano in massima il sistema della imposta progressiva.

Queste imposizioni straordinarie tendono forse a proteggere le persone e le proprietà? No certo; esse hanno per ultimo scopo la creazione della nazionalità italiana, e la creazione della nazionalità italiana ha propriamente per risultato di promuovere le scienze, le arti, l'industria ed il commercio.

Dunque queste imposizioni straordinarie hanno per fine speciale precisamente quegli oggetti dai quali appare come queste contribuzioni non devono essere imposte secondo la proporzione materiale delle proprietà, ma progressivamente in ragion dell'uso che si fa dei prodotti di queste proprietà.

Le classi ricche ricavano un prodotto non solo proporzionale alle loro proprietà, ma corrispondente ad una legge di progressione.

Queste osservazioni dimostrano che la legge del 7 settembre, la quale arresta la progressione alle proprietà del valore di lire 100,000, è ingiusta, perchè arresta la progressione colà dove dovrebbe ancora continuare; se è ingiusta la legge, se per mezzo di questa ingiustizia le classi più doviziose non hanno ancora contribuito tutto quello che potrebbero contribuire, egli è chiaro che, secondo i principii della legge medesima, se prima non si corregge questa ingiustizia, sarebbe ingiusto, sarebbe impolitico d'imporre un nuovo aggravio sulla generalità dei cittadini.

Credo di appormi al vero affermando che la nazione intera, sia cioè le classi medie, sopra le quali si fece particolarmente gravitare l'imposizione straordinaria, sia anche le classi favorite, tutti, dico, si aspettavano una decisione diversa dal Parlamento.

Questa decisione non emanò quando si discusse in generale la legge, quando si trattava di sottoporre la legge ad una generale revisione; in allora si disse che l'emendamento doveva essere proposto in forma specifica da uno dei deputati. Ora la proposta si è fatta; io dissi quello di cui sono interamente convinto. Il Parlamento decida.

(Gazz. P. e Conc.)

IL PRESIDENTE. Dimando alla Camera se questa proposizione sia appoggiata.

(È appoggiata).

E aperta la discussione sulla presa in considerazione.

IL MINISTRO DELLE FINANZE (*Alla ringhiera*). Signori, io, senza premettere ambagi, mi oppongo direttamente alla presa in considerazione di questa proposta; io la credo assolutamente incostituzionale.

Io trovo nello Statuto un articolo che dichiara che ogni cittadino contribuisce ai carichi pubblici in proporzione delle sue sostanze. Io ritengo questo termine come assolutamente in senso opposto a quello di progressione contributiva. Io mi attengo quindi schiettamente allo Statuto, e non aderisco alla presa in considerazione.

La legge, ossia il decreto del 7 settembre, concernente l'imprestito forzato, è stata censurata in molte guise.

Io per me accetto le censure in quanto che questa legge non ha potuto subire le fasi di una discussione avanti il Parlamento; però io credo che i suoi risultati l'assolvano in gran parte dalle censure di cui fu accagionata.

L'onorevole preopinante, nella proposta intesa a stabilire una progressione nel soddisfacimento di questo imprestito, ci ha fatto osservare che questa progressione poteva estendersi anche oltre il limite assegnato nel decreto del 7 settembre, e che egli dice arbitrariamente costituito.

Io tendo a purgare questa disposizione del decreto del 7 settembre dalle accuse che le si muovono. Io dico che realmente si può stabilire che in massima si volle domandare

il 2 per % ai proprietari, ai possessori di detti fondi, e che l'esclusione o la minorazione vennero introdotte per le classi inferiori ai possidenti di 100,000 lire.

Quando si propose la legge, si stabilì che si dovrebbe pagare il 2 per % del valore. Si fissò un limite dentro il quale era possibile al proprietario di far fronte all'imposta, poichè non gli si domandava a un dipresso che la metà del suo reddito, essendo generalmente conosciuto che le proprietà non fruttano al di là del 4 per %, cosicchè, domandandogli il 2, gli si domandava la metà della sua rendita a titolo d'imprestito, favorendolo poi, se venisse a pagare spontaneamente, d'un aumento del quarto del capitale; ma se aspettava di essere costretto, non ammettendolo che per il pari della somma che gli domandava la legge. Si stabilì una gradazione per i patrimoni inferiori a lire 100,000, e si stabilì in una proporzione che mi giova credere ragionevole.

Sicuramente non si potrebbe poi dire assolutamente perchè si sia stabilito il 1/2 per % per arrivare dalle 10,000 alle 20,000, piuttosto che dalle 10,000 alle 15,000; ma in sostanza questa progressione è ascendente se si parte dalle 10/m. lire, o discendente se si discende dalle 100/m. La ragione di questa progressione non si potrebbe matematicamente dimostrare; conveniva però stabilire un limite certo, e questo si stabilì; ma intanto la legge, nello stabilire quella gradazione, volle favorire i possessori di minori fortune, quei possessori i cui mezzi fossero più limitati.

Ma, qui lo dichiaro, se si fosse trattato non d'un prestito, ma di un'imposta, sicuramente non mi sarei avventurato di proporre nemmeno una progressione discendente od ascendente, poichè, lo ripeto, le disposizioni dello Statuto sono troppo precise a questo riguardo. Mi si disse che i grossi proprietari, che le fortune, per esempio, di tre milioni, non pagano in ragione del 2 per %; perchè, siccome le proprietà attualmente hanno scemato di molto del loro valore, ne dovette avvenire che il proprietario di tre milioni non ha pagato, in ragione del 2 per %, che 60/m. lire, quando, se avesse dovuto pagare giusta il vero valore che aveva la sua proprietà, avrebbe dovuto pagare il doppio.

Ma questa ragione credo che si possa egualmente addurre per le proprietà di ogni natura: poichè ognuno sa che se le proprietà hanno scemato di prezzo, la legge non domanda la consegna che sul valore attuale in commercio; conseguentemente se hanno scemato di valore le grandi proprietà, hanno scemato egualmente le piccole. Di modo che, se così vi pare meglio, si dirà che la legge non colpisce i proprietari di 10 mila lire di stabili, ma colpisce soltanto i proprietari di 20 mila, se veramente il valore degli stabili ha scemato di prezzo, come si allega relativamente alle grandi proprietà.

Aggiungo poi che qui si tratta di una legge che fu fatta in termini, direi, di confidenza; si volle fare un appello piuttosto alla generosità, alla spontaneità, ad un sentimento di patriottismo, nell'idea che ognuno si facesse capace del bisogno che le finanze avevano di danaro; e ad un tempo vi si aggiunse un vantaggio, in quanto che colui che spontaneamente veniva a dichiarare, aveva un beneficio del quarto di più del capitale dichiarato in rendita pura, che non in capitale.

Se ora, dopo che l'imprestito è già ridotto quasi a' suoi ultimi confini, se dopo che così spontaneamente vennero versate tante somme ed assicurato l'incasso, cosicchè non si ebbe bisogno di mandare nemmeno un avviso all'uopo, si venisse ad introdurre nella stessa legge un sistema diverso di progressione, sicuramente si pagherà, poichè col mezzo delle contribuzioni forzate, col mezzo dei soldati sulle spese, si può far pagare, si può far spropriare qualunque possessore; ma

io credo che un tal prestito toglierebbe a quel sistema tutta la sua economia, falserebbe pienamente il principio che lo aveva informato, ed invece di un prestito che fu un esempio, credo, unico in paragone di molli Stati, di un prestito che in così poco tempo fu pagato e spontaneamente dichiarato, gli si darebbe un carattere fiscale, vessatorio, che sicuramente non riuscirebbe in avvenire nelle stesse circostanze, quando si dovesse ricorrere allo stesso mezzo.

In conseguenza io dichiaro che non posso accostarmi alla proposizione della presa in considerazione; io non posso nemmeno ammettere che si debba fare la distinzione tra il denaro che si domanda allo Stato per i bisogni dello Stato e il denaro che si domanda ai contribuenti per i bisogni pure dello Stato. L'impiego poi sta al Parlamento a decretarlo dove creda che i bisogni sieno maggiori. In sostanza io veggo che il sistema che vien proposto apporta lo spirito ed il principio del comunismo. . . . (*Segni di disapprovazione dalla galleria*). È una opinione che ho; la posso esprimere liberamente, e l'esprimo conscienciosamente. Io credo che l'adottare il principio della progressione delle imposte finirebbe per assorbire la proprietà ed aprire lo sportello al comunismo, contro il quale io mi opporrò al punto che dichiaro che io non metterò mai il mio contrassegno sopra una legge di tal natura.

(*Gazz. P. e Risorg.*)

JACQUEMOUD G. Messieurs, dans sa proposition de loi l'honorable député Pescatore s'est exclusivement préoccupé des moyens d'augmenter les ressources financières de l'Etat. Ses intentions sont certainement très-louables, et je me plais à le reconnaître, mais il me paraît qu'en envisageant la question sous cet unique point de vue, il a négligé les autres faces qu'elle présente et qui doivent être prises en très-grande considération.

Et, d'abord, on sait quelle pénible impression la loi sur l'emprunt forcé a produite dans un grand nombre de provinces; on a trouvé cette loi beaucoup trop rigoureuse; elle a soulevé de nombreuses réclamations au Parlement. Cependant la Chambre, en ayant égard aux difficultés de contracter un emprunt à l'étranger et à la nécessité où nous nous trouvons de faire face aux dépenses urgentes qu'exige l'armée, a ratifié cette loi par un vote formel; elle l'a confirmée encore d'une manière implicite dans deux circonstances différentes, savoir: par la loi qui autorise l'émission des coupons de rente de 2 francs, et ensuite par celle qui a prorogé jusqu'à la fin du mois de décembre prochain le terme pour les déclarations. Or, je demande si après des décisions aussi formelles, il est de la dignité du Parlement de revenir en arrière et d'admettre de nouvelles propositions qui tendent à rendre cette loi plus dure et à augmenter les charges qu'elle impose. Ne serait-ce pas jeter la défiance chez les prêteurs et arrêter le cours des déclarations volontaires? Tous les inconvénients de la loi du 7 septembre avaient été mis sous les yeux de la Chambre, mais comme cette loi avait déjà été exécutée en grande partie, qu'elle avait produit des résultats satisfaisants et qui dépassaient même les prévisions du Ministère, elle a jugé qu'il fallait l'accepter sans y rien changer. Je dis, messieurs, qu'en adhérant à la proposition de M. Pescatore, elle se déjugerait. Le Parlement doit respecter ses propres décisions, s'il veut que la nation les respecte.

Le second motif pour lequel je m'oppose à la prise en considération du projet de M. Pescatore, c'est qu'il viole les principes de justice et de loyauté dont le législateur est tenu de donner l'exemple. Les contribuables ont fait leurs déclarations sur la foi des dispositions de la loi du 7 septembre, ratifiées par le Parlement. Chaque citoyen s'est imposé de

grands sacrifices pour faire sa déclaration spontanée; un très-grand nombre par patriotisme et par conscience ont fait des déclarations sincères, sans profiter de la latitude accordée par la loi, parce qu'ils avaient la conviction qu'on n'exigerait pas d'avantage; et vous iriez maintenant accepter leurs déclarations consciencieuses pour aggraver leur position, pour leur imposer de nouvelles rigueurs! Cela serait injuste et déloyal. Non, messieurs, cela n'est pas possible. La haute sagesse du Parlement ne lui permet pas de sanctionner une pareille mesure.

Examinons maintenant, sous le rapport financier, le projet de loi qu'on nous présente, et voyons s'il produirait les résultats importants que son auteur paraît en attendre. On compte dans le royaume douze cent mille familles, ce qui fait à peu près quatre personnes par famille. Commençons par en déduire plus de sept cent mille familles d'agriculteurs, puis les familles d'ouvriers et d'artisans qui vivent exclusivement de leur travail, celles qui vivent dans une honnête médiocrité. Que chacun reporte ses regards dans sa province, et la Chambre reconnaîtra aisément que le nombre des familles qui possèdent une fortune excédant cent cinquante mille francs (point de départ de l'échelle progressive de M. Pescatore), arrive à peine à quarante mille, et dans tous les cas qu'elle ne dépasse pas cinquante mille. Admettons que, en vertu de ce projet, chacune de ces familles soit tenue de prêter à l'État, en surcroît de ce qu'elle doit fournir d'après la loi du 7 septembre, une somme moyenne de dix mille francs. Je ne pense pas qu'on puisse espérer d'avantage, car il ne faut pas juger des provinces d'après les grandes fortunes de la capitale. Eh bien! messieurs, d'après ces calculs, ce projet de loi ferait entrer environ cinq cent mille francs de plus dans les caisses du Trésor. Or, vaut-il la peine de faire une loi de finance pour obtenir un résultat aussi minime, et qui jettera indubitablement l'alarme et la défiance dans l'esprit des contribuables? Bien plus, elle offre le danger d'arrêter le cours des déclarations volontaires, et il serait fort possible qu'elle produisit un effet diamétralement contraire à celui qu'on en espère.

Toutefois, je suppose un instant que cette loi fasse entrer cinq cent mille francs de plus au trésor; vos oreilles n'ont-elle pas déjà été souvent frappées des plaintes des ouvriers qui travaillent sur les objets de luxe? Si l'on diminue encore l'aliment qui les fait vivre (car ce sont les riches seuls qui peuvent encore les occuper dans ces temps difficiles, où la gêne atteint les familles aisées), le Gouvernement ne s'expose-t-il pas à devoir venir au secours de ces ouvriers? Peut-être sera-t-il contraint de leur concéder, à titre de don, une partie de la somme qu'il aurait reçue à titre de prêt. Dans ce cas il éprouverait une perte réelle, dont il est facile de se rendre compte.

Après ces considérations préliminaires, j'aborde des motifs de la plus haute importance, auxquels je donnerai plus de développement.

La proposition de l'honorable député Pescatore tend à établir un impôt progressif depuis les fortunes de 150,000 francs jusqu'à celles de 600,000 francs; il a suivi, dit-il, l'exemple donné par la loi du 7 septembre, qui commence à imposer les fortunes de 10,000 francs, et qui suit une progression jusqu'au chiffre de 100,000 francs, c'est-à-dire qu'il impose l'obligation d'un emprunt du demi pour cent aux fortunes de 10,000 à 20,000, d'un pour cent jusqu'à 50,000, d'un et demi jusqu'à 100,000, et de deux pour cent pour les fortunes au-dessus de 100,000 francs. Il ajoute qu'il a cru devoir continuer cette progression en partant des fortunes de 150,000 jusqu'à celles de 600,000 francs.

Il a été déjà répondu victorieusement à l'objection faite à ce sujet contre la loi du 7 septembre. Le Ministère a déclaré dans les premières discussions qui ont eu lieu sur cette loi, et M. le ministre des finances a encore répété aujourd'hui à la Chambre que la base de l'emprunt avait été fixée sur le chiffre de deux pour cent et que c'était par voie d'exception qu'on avait cru devoir diminuer graduellement les rigueurs de la loi pour ceux qui avaient moins de 100,000 francs, en adoptant trois catégories d'exception. Cette explication a du moins sauvé les principes, et la chaleur avec laquelle le Ministère s'est défendu contre l'imputation qui lui avait été faite par plusieurs orateurs de cette Chambre, a prouvé que ses convictions étaient fortement contraires aux maximes de la progressivité de l'impôt; mais l'honorable député Pescatore s'est expliqué très-clairement; il a dit avec franchise qu'il entendait par son projet de loi établir un impôt progressif. En effet, quoiqu'il ne s'agisse que d'un emprunt forcé, on doit le regarder comme un véritable impôt, dès que les contribuables sont contraints d'acheter au Gouvernement à quatre-vingt pour cent des titres de rente qu'ils pourraient acheter dans le commerce à soixante-dix et même à soixante-cinq. C'est donc un véritable impôt du dix ou du quinze pour cent.

Je prie l'honorable auteur de cette proposition de vouloir m'expliquer d'une manière satisfaisante pourquoi il a jugé à propos d'arrêter sa progression d'impôt aux fortunes de 600,000 francs. Les motifs qu'il a invoqués pour la progression de l'impôt à partir des fortunes de 150,000 francs devraient s'appliquer à plus forte raison aux fortunes d'un million, de deux millions, de trois millions. S'il s'est arrêté au six pour cent sur les fortunes de 600,000 francs, c'est que sa droiture a reculé contre les funestes conséquences du principe qu'il a posé. En effet, en suivant cette progression, il serait arrivé à un impôt de la moitié, successivement des trois quarts, et enfin jusqu'à la confiscation complète de la propriété.

La progression de l'impôt est une des plus dangereuses maximes du socialisme, dont les périlleuses théories causent tant d'inquiétude et d'agitation en France; elle y ont excité la guerre civile, et malgré les efforts de la Montagne elles ont été repoussées par l'Assemblée nationale. Le Parlement de Turin est trop éclairé pour accueillir des principes qui tendent à la ruine du peuple et à la perte de la civilisation italienne (*Rumori alle tribune*). Oui, Messieurs, je maintiens l'assertion que je viens de faire, et je vous demande d'avoir l'indulgence d'en entendre la démonstration (*Profondo silenzio*).

L'impôt progressif a pour but d'empêcher les fortunes de dépasser des limites données entre les mains des particuliers, afin de les faire passer et de les accumuler dans celles du Gouvernement, soit de l'association. Quel en est le résultat? c'est d'arrêter la production, qui est la véritable source de la richesse nationale, c'est de mettre obstacle à l'épargne, c'est de déterminer la sortie des capitaux que l'on s'empresera d'employer à l'étranger afin de les soustraire à la progressivité de l'impôt. Or, il est prouvé en économie politique que les capitaux sont l'élément indispensable de la production. Sans capitaux on ne peut fournir du travail aux ouvriers en soie, en laine, en coton et en toute autre espèce de matière; ils jouent dans la production un rôle aussi important, aussi nécessaire que la main d'œuvre. Lorsque par une circonstance quelconque les capitaux se retirent, la main d'œuvre est en souffrance, la production s'arrête et la pauvreté en est l'inévitable conséquence. Tant qu'il y aura un pays dans le monde où l'impôt progressif n'existera pas, c'est là que les ca-

pitauX iront se réfugier, au détriment des nations qui auront proclamé cette maxime délétère; à mesure que la défiance fera exporter les capitaux, l'agriculture au lieu de prospérer deviendra stationnaire et tombera successivement en décadence, les ateliers marcheront péniblement et finiront par se fermer, la culture des arts et des sciences diminuera graduellement. En un mot, la nation sera sur la pente de la misère et de la barbarie; le bien-être du peuple et les progrès de la civilisation sont donc en rapport direct avec l'existence des capitaux. Si l'on empêchait la création des grands capitaux, on rendrait impossibles ces grandes entreprises, ces travaux gigantesques qui font la gloire de la civilisation. Les Médecis acquièrent par le commerce une fortune colossale et ils lèguent à l'Italie ces magnifiques chef-d'œuvres des beaux arts. (Gazz. P.)

CHEVAL. Et la tyrannie. (*Applausi*)

RAVINA. La libertà val meglio delle belle arti. (*Applausi*)
(*Conc.*)

JACQUEMOUD G. . . . qu'on vient étudier de tous les pays du monde. Si l'Italie est si riche en monuments qui excitent l'admiration de tous les peuples civilisés, ne le doit-elle pas aux grands capitaux que l'industrie et le commerce y avaient entassés?

On dira sans doute que, dans le système du socialisme, le Gouvernement (soit l'association) réunit dans ses mains d'immenses capitaux par l'impôt progressif, et qu'il est en mesure de combler la lacune résultant de la modicité des capitaux individuels. J'ai signalé les obstacles qu'il rencontrerait; mais en admettant qu'il parvint à les surmonter, ses immenses capitaux ne tarderaient pas à être dévorés. Le Gouvernement ne produit qu'à grands frais, et en faisant des pertes qui entament chaque jour le capital. C'est un fait incontestable, connu de tout temps et qui me dispense d'invoquer le triste exemple des ateliers nationaux de Paris.

Pour établir l'impôt progressif il faut nécessairement scruter la fortune de chaque citoyen. Il ne suffit pas de connaître sa fortune immobilière, il faut aussi connaître les charges qu'il est obligé de supporter. On ne peut pas appliquer non plus ce principe exclusivement aux propriétaires, il doit atteindre également la fortune mobilière. Il sera donc nécessaire de soumettre chaque citoyen à un pouvoir inquisitorial, aller vérifier les titres de créance, les inscriptions de rente, scruter les livres de commerce de chaque négociant, afin d'apprécier sa position financière; il est évident que ce système entraîne la perte du crédit et la ruine de la confiance, sans lesquels le commerce et l'industrie ne peuvent prospérer.

Je me suis déjà trop étendu sur les funestes conséquences de l'impôt progressif; cette question a été traitée d'une manière si lucide par les plus éminents publicistes, que je craindrais d'affaiblir leurs profondes observations en les reproduisant. Elles vous sont d'ailleurs trop connues, messieurs, pour que j'aie besoin de les rappeler à vos convictions.

En revenant à la proposition de M. le député Pescatore, je dirai enfin qu'elle ne peut être accueillie par la Chambre, parce qu'elle est en opposition manifeste avec l'article 23 du Statut, suivant lequel chaque citoyen doit contribuer aux charges publiques en proportion de ses avoirs et non pas en progression de sa fortune.

Messieurs, l'Italie, qui a donné le jour à tant d'hommes illustres dont le génie a éclairé le monde, sait comprendre les pensées grandes et généreuses; elle sait distinguer la vérité de l'erreur: je me félicite que cette grande question de l'impôt progressif ait été soulevée dans cette Chambre, afin que le

Parlement de Turin donne un grand et noble exemple en repoussant par un vote solennel les funestes théories du socialisme.

Ainsi, c'est au nom des plus grands intérêts de notre patrie que je vote contre la prise en considération du projet de loi qui nous est soumis. (Gazz. P.)

CAVOUR. Signori, gli oratori che hanno testè presa la parola hanno trattata la questione delle imposte progressive nel merito, giacchè il signor deputato Pescatore, con una schiettezza di cui lo ringrazio, lasciando ogni ambiguità e togliendo ogni velo di cui era stata coperta la prima discussione, dichiarò altamente che egli intendeva far pronunziare dal Parlamento il principio della gravità progressiva.

Se fossimo in tempi ordinari

SINEO. Domando la parola.

CAVOUR. . . . io unirei la mia voce a quella del deputato Pescatore onde insistere presso la Camera acciò la sua proposizione fosse presa in considerazione. Imperocchè io credo che quando una massima di economia politica fallace, ma che tende a lusingare alcuni pregiudizi popolari, è stata posta in campo da una persona cotanto autorevole e dotta come l'onorevole proponente, è opportuno ed utile che questa proposizione venga sottoposta a maturo esame, che sia oggetto di solenne deliberazione, onde siano poste in luce le conseguenze funeste che potrebbero derivare dalla sua adozione. Io sarei poi tanto più disposto ad appoggiare la presa in considerazione della proposta dell'onorevole deputato Pescatore, in quanto che ho una fede intera nelle verità scientifiche, ed ho pur fede intera nell'alto senno della Camera. Io sono convinto che una discussione solenne produrrebbe in quest'Assemblea risultati analoghi a quelli che si sono verificati nell'Assemblea francese, ove i fautori delle imposte progressive, che erano molti al cominciare della sessione, furono poi ridotti a pochi abitatori della Montagna rossa (*Bisbiglio*) quando si venne ai voti sulla Costituzione. Ma pur troppo, come diceva, i tempi non corrono facili; pur troppo è noto a tutti in quali critiche circostanze si trovi l'industria ed il commercio, e quante difficoltà abbiano già incontrate.

Io credo che qualunque determinazione del Parlamento che tendesse ad aggravare queste già troppo tristi circostanze è da evitarsi, qualunque sia il vantaggio teorico che da essa si potesse aspettare. Se quindi mi riesce di provare che l'effetto della proposizione del deputato Pescatore deve essere quale io ho annunziato, credo che la Camera allora andrà a rilento nel pronunciarsi per la sua adozione. Io dico che la proposta del deputato Pescatore deve avere per risultato inevitabile di diminuire ancora il credito, di rendere più difficili le già difficilissime condizioni del commercio e dell'industria, e ciò per due motivi: l'uno che risulta dalla natura stessa della sua proposta, l'altro da un carattere speciale che essa veste. Io dico che la proposizione del deputato Pescatore veste un carattere speciale di retroazione.

È fuori dubbio che la proposta del deputato Pescatore sarebbe retroattiva, perchè modifica gravemente, a danno di una classe di cittadini, una legge che ha già avuto la sua esecuzione per tutti i contribuenti per quanto riflette le dichiarazioni dell'ammontare della quota che a ciascheduno toccò pagare, ed in gran parte per ciò che riflette i pagamenti delle prime rate dell'imprestito.

In ordine a queste dichiarazioni, io osserverò che il deputato Pescatore stabilì per base a certi suoi calcoli, i quali per ora non voglio esaminare, che i contribuenti avevano dichiarato solo la metà del valore dei loro stabili.

Ora io protesto contro questa supposizione, che è in molti

casi affatto erronea e contraria alla verità; giacchè io so per esperienza che un gran numero di grossi possidenti si sono fatti un dovere di coscienza di contribuire al prestito nella misura esatta dell'ammontare delle loro sostanze.

Questi certamente, se invece di andare soggetti ad una legge, riconosciuta equa e paterna, fossero stati colpiti da una legge da essi ravvisata gravatoria ed ingiusta, questi, dico, non avrebbero portati tanti scrupoli nelle loro dichiarazioni.

Comunque sia, le dichiarazioni sono un fatto compiuto; facendone quindi la base di una nuova disposizione che non potevano prevedere quelli che le facevano, dico che si procede retroattivamente.

Voi sapete, o signori, quanto le leggi retroattive sieno odiose, quanto esse facciano paura ai capitalisti, a coloro che dispongono del credito.

Ma forse il deputato Pescatore mi dirà: non è una legge retroattiva, è una legge nuova che impone un prestito forzato su coloro che posseggono un capitale maggiore di L. 150,000 estensibile dall'uno al quattro per cento. Ma allora, se questa legge è considerata sotto questo aspetto, questa legge retroattiva sarà ingiusta, contraria al principio dello Statuto, perchè colpisce una sola classe di persone prese arbitrariamente (*Rumori e bisbigli dalla galleria*).

IL PRESIDENTE. Silenzio!

CAVOUR. Lo ripeto, i rumori non mi turbano nè punto, nè poco; ciò che io reputo essere la verità, lo dirò malgrado i tumulti, i fischi (*Rumori*); chi m'interrompe non insulta me, ma insulta la Camera, e l'insulto lo divido con tutti i miei colleghi (*Applausi dal centro e dai ministri*). Ora continuo.

Se la legge si presentasse sotto questo aspetto, essa sarebbe una legge grandemente ingiusta, una legge che non potrebbe desumersi che da quei principii economici posti in campo da tutti gli uomini estremi, quei principii che informano gli odiosi decreti dell'esoso maresciallo Radetzky, e dietro i quali il tribuno Barbès proclamava, il 15 maggio, nell'invasa Assemblea nazionale, un tributo di un miliardo sui ricchi.

Ma, mi si dirà, è una misura rivoluzionaria, e sotto questo aspetto ciò potrà incontrare il favore di alcuni membri di questa Camera, i quali seggono qui vicino (*Addita la destra ove siede Brofferio; si ride*), e che rappresentano la parte più gagliarda e direi anche, se mi fosse concesso, la più audace dell'opposizione (*Rumori dalla sinistra*).

IL PRESIDENTE. Silenzio!

CAVOUR. Ma anche sotto l'aspetto rivoluzionario, io non credo che questa legge meriti il favore di alcun membro di questa Camera. Infatti, quantunque io non sia temerario al punto di volerla fare da maestro, per ciò che riflette l'impiego dei mezzi rivoluzionari, a questi miei onorevoli colleghi, ricorderò loro una verità che non può essere contrastata, ed è che se i mezzi rivoluzionari possono talvolta procacciare al Governo sussidi straordinari, essi hanno sempre l'inconveniente di diminuire la sorgente dei redditi ordinari.

Questa è una verità incontrastabile che si verifica dappertutto e segnatamente in Francia quest'anno. Dunque, se questi mezzi diminuiscono le entrate indirette, le quali costituiscono i sette ottavi delle entrate ordinarie, bisogna che le misure rivoluzionarie siano tali da compensare questa diminuzione e procurare inoltre sussidi addizionali. Ora io dico che la proposizione del deputato Pescatore è ben lungi dal raggiungere questo scopo; quand'anche fosse adottata in tutto il suo rigore, essa produrrebbe, non dico già 400 o 500 mila franchi, come asserì il deputato Jacquemoud, il quale qui è caduto in

errore, ma produrrebbe a un di presso 2 milioni. Ora io sono certo che la diminuzione dei redditi ordinari cagionata dall'adozione dei mezzi rivoluzionari avanzerebbe di gran lunga il provento che l'erario ne avrebbe ricavato.

Signori, se mai una fatale necessità od una politica fallace conducessero il Governo e la Camera ad adottare quel sistema di mezzi straordinari, io, dopo averli combattuti con tutta la energia di cui son capace, quando fossero fatti inevitabili, direi allora alla Camera: poichè adottate mezzi straordinari, adottateli con tutta l'energia possibile; fate sì che la grandezza dello scopo, l'altezza dei risultati servano di compenso all'odiosità dei mezzi che impiegate; e soprattutto evitate di cadere nella più deplorabile condizione in cui cadere possa un Governo, quella cioè di essere nello stesso mentre odioso e ridicolo.

Dico quindi che l'adozione della proposizione Pescatore, considerata come mezzo rivoluzionario, tornerebbe a danno diretto del tesoro e sarebbe non solo odiosa, ma ridicola. Se già non fosse un primo passo nella via rivoluzionaria l'iniziativa di un sistema d'illegalità e di violenza.

Passo ora ad esaminare l'effetto che deve produrre la proposta del deputato Pescatore considerata di per sè. Ma, si dirà forse dagli eloquenti oratori che tengono per la proposizione Pescatore, non si tratta qui nè del commercio, nè dell'industria; si tratta solo dei proprietari, i quali sono costretti a pagare e non hanno mezzi di sottrarre i loro capitali o d'influire favorevolmente sul credito; questi sono costretti a pagare quanto viene loro richiesto senza poter recare nessuna perturbazione nell'assetto economico della società. Io non credo che questa sia un'obbiezione molto seria, poichè essa riposa su di una supposizione talmente ingiusta, ch'io la reputo lontanissima dallo spirito dell'onorevole proponente. Io sono certo che, ove il principio della progressione fosse adottato dalla Camera, l'onorevole proponente allargherebbe all'industria ed al commercio, e non la vorrebbe restringere alla sola classe dei cittadini che posseggono stabili o crediti ipotecari.

Inoltre questa obbiezione dinota poca conoscenza delle condizioni economiche della nostra agricoltura. La nostra agricoltura ha fatto tali e tanti progressi, che i capitali circolanti impiegati da essa, senza raggiungere un valore eguale a quello dei fondi, stanno però ad essi in una ragguardevole proporzione; ed a conferma di ciò io mi appello a tutti i rappresentanti delle provincie agricole del Piemonte e dell'oltre Sesia, e chieggo a loro se i capitali circolanti impiegati nell'agricoltura non costituiscono somme egregie, e se quelli che hanno bisogno di questi capitali per esercitare l'industria agricola non siano di continuo costretti di ricorrere al credito dei commercianti o dei proprietari.

Dico adunque che anche sotto questo aspetto queste misure, col colpire i proprietari, porterebbero un gravissimo sbilancio economico nella nostra agricoltura. Ma, come testè osservava, sarebbe una proposizione assurda il sostenere che la misura possa essere ristretta ai proprietari di latifondi e di crediti. Ove il principio fosse adottato, sarebbe inevitabile l'estenderlo ai commercianti ed agli industriali. Come mai in fatti pretendere che chi possiede un fondo di 600,000 lire paghi il sei per cento, mentre al banchiere milionario di Genova, ai ricchi fabbricanti della Savoia o della provincia di Biella non s'imporrebbe che il due per cento? Sarebbe una così mostruosa iniquità che non si può imputarne certo il pensiero al deputato Pescatore. Se non parlò dell'industria e del commercio nella sua proposizione fu mera dimenticanza, e basterà, sono persuaso, questo mio avvertimento ond'egli sia il primo

ad estendere il proclamato principio a tutte le classi che trovansi in eguali condizioni di ricchezze.

Ciò posto, sapete, o signori, che cosa avverrebbe? Non voglio qui fare l'apologia, nè la critica della condotta dei capitalisti, ma vi dirò come cosa certa che la proposta Pescatore gli indurrà ad esportare i loro capitali. A conferma di questa mia asserzione citerò un fatto assai osservabile.

Le convulsioni politiche del continente avendo fatto sorgere dottrine pari a quelle che informano la proposizione Pescatore, i capitalisti, presi da invincibile timore, esportarono gran parte dei loro capitali nei paesi rimasti in condizioni tranquille, in Inghilterra ed in America. Per dimostrarvi questo fatto con cifre alle quali non si può rispondere, dirò che le esportazioni dell'Inghilterra diminuirono quest'anno dai quattro ai cinque milioni di lire sterline, mentre le importazioni rimasero eguali a quelle degli altri anni. Se il commercio europeo fosse in circostanze ordinarie, vi sarebbe un grande afflusso d'oro dall'Inghilterra sul continente; i cambi sarebbero sfavorevolissimi all'Inghilterra; ma accade appunto il contrario: l'oro non esce dall'Inghilterra ed i cambi sono ad essa del tutto favorevoli. Ciò che prova essere stata la deficienza di quattro milioni di sterline tra l'esportazione e la importazione testè avvertita compensata dalla massa dei capitali che andarono a cercare sicuro ricovero in Inghilterra.

Questo fatto si osserva, non voglio dire più che altrove, ma quanto in altre città, a Genova ed a Livorno, dove la carta sovra Londra non è mai stata tanto ricercata quanto lo sia ora, e ciò non già a cagione delle somme dovute all'Inghilterra per merci acquistate, ma unicamente dacchè gran parte dei capitalisti cercano di far passare i loro capitali in Inghilterra. Se voi adottate una nuova misura ch'essi ravvisino contr'essi diretta, voi aumenterete questa tendenza così pericolosa, ed accrescerete con ciò gl'incagli del commercio e della industria; e chi ne soffrirà di più? Forse i gran commercianti? i grandi industriali? No, o signori; in tempi di crisi i gran commercianti, i grandi industriali trovano ancor credito, ma ne soffriranno maggiormente i piccoli commercianti. Che tali risultati sieno inevitabili ve lo prova la storia economica di quest'anno in Piemonte.

La crisi che afflisse l'industria serica fece sì che i capitalisti timorosi non mandarono i loro fondi quest'anno in Piemonte per comprare i bozzoli; quindi i bozzoli scapitarono immensamente, scapitarono molto più di quanto aveva scapitato la seta: da ciò ne avvenne che i filanti fecero grassissimi guadagni, e che non solo i proprietari grossi e piccoli, ma ancora i contadini stessi, che sono i maggiori produttori di bozzoli, soffrirono un danno immenso, e da quelle stesse misure che erano state dirette contro il gran capitalista, derivarono immensi danni per la classe povera, per la classe più interessante della società.

Io conchiudo quindi col dire che se non mi si prova che la misura proposta dal deputato Pescatore non sia per produrre sull'industria ed il commercio gli effetti da me indicati, la Camera non deve prenderla in considerazione, e ciò non tanto nell'interesse della classe più doviziosa, ma ancor più della classe dei piccoli industriali, dei piccoli commercianti, che è la classe che soffrirà maggiormente. (*Gazz. P. e Risorg.*)

IL PRESIDENTE. Il deputato Michelini ha la parola.

Molte voci. A domani! a domani!

BROFFERIO. Domanderei la parola per un fatto personale; ma parlerò domani: prego che m'inscriva.

IL PRESIDENTE. Signori, il seguito della discussione è rimandato a domani.

La seduta è sciolta alle ore 3.

(*Gazz. P.*)

Ordine del giorno per domani all'1 pomeridiana:

1° Seguito della discussione sulla presa in considerazione della proposta Pescatore per la progressività del prestito forzato;

2° Discussione sulla legge di pubblica sicurezza;

3° Discussione sulla legge relativa alle pensioni e sussidi da accordarsi alle vedove ed ai figli di militari;

4° Discussione sulla legge relativa alla formazione di un battaglione d'istruzione;

5° Relazione delle petizioni dichiarate d'urgenza;

6° Sviluppo della proposizione del deputato Fois.